

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 16 AU 22 OCTOBRE — N° 15

4,50 F

**La Nouvelle Droite
ou un nouveau
masque
de l'extrême droite**

LIRE EN PAGES 6 ET 7

**Deux semaines
après l'attentat
de la rue
Copernic...**

LIRE EN PAGES 4 ET 5

**Automobile :
crise et menaces
sur l'emploi**

LIRE EN PAGES 13 ET 14

**Jeunes :
allergiques
au travail ?**

LIRE EN PAGES 10 ET 11

**Etats - Unis :
deux candidats
médiocres devant
les électeurs
américains**

LIRE EN PAGES 15 ET 16

La tactique actuelle du PCF : quelles raisons ?



LIRE EN PAGE 2

Saint-Etienne : questions sur la mobilisation du 18 octobre

Depuis l'annonce par Georges Ségué d'un rassemblement de lutte autour de Manufrance, la mobilisation pour l'emploi dans la Loire est devenue une affaire nationale.

De jour en jour, parviennent à l'UD CGT, des annonces de participation. A coup sûr, il y aura du monde cours Fauriel, le 18 octobre ! Mais quel sens donner à un tel regroupement de syndiqués, qui se veut « plus fort que le 20 février 1979 » ?

Ce jour de février de 1979, 50 000 travailleurs, du département s'étaient mobilisés, en grève dès le matin, pour que la Loire vive, dans l'unité CGT, CFDT et FEN. L'enthousiasme réel et la mobilisation en profondeur des travailleurs de Saint-Etienne, Roanne et des vallées du Giers et de l'Ondaine, étaient malheureusement restés sans lendemain. « Depuis, on n'a encore jamais retrouvé ce niveau d'action » conviennent les responsables de l'Union Locale CGT de St Etienne. Il est vrai que le poids du chômage se fait sans cesse davantage sentir : 37 000 chômeurs dans la Loire, 18 000 à Saint-Etienne, et 5 000 à Roanne, selon les syndicats. Le textile et la métallurgie ont fourni les plus gros contingents de liquidation d'emplois. Aussi y a-t-il à la fois de sérieuses difficultés pour gagner et des raisons tout aussi

sérieuses de lutter. Ce n'est donc pas sur ce point que portent les actuelles discussions des travailleurs de la Loire mais bien plutôt sur : « Comment être efficace ? Comment enrayer vraiment la mécanique de crise, broyeuse d'emplois ? » La CFDT d'une part, la CGT, le PCF et le PS pour une fois d'accord apportent des réponses différentes !

Pour la CFDT, il faut parler franchement des difficultés pour être mieux à même de les surmonter et surtout créer une dynamique de lutte pour l'emploi qui souligne au moins autant les postes à créer que ceux à défendre. Au bout d'un travail de remobilisation partant des entreprises elles-mêmes, (celles en difficulté et les autres), l'UD CGT veut organiser des « Assises unitaires de défense de l'emploi », où des propositions d'action pourraient être portées largement par les travailleurs eux-mêmes. C'est assurément une stratégie ardue où rien n'est joué d'avance et qui repose essentiellement sur la capacité des militants syndicaux à mettre dans le coup leurs camarades de travail, à leur redonner confiance.

Comment la CGT veut « arrêter le bras des casseurs »

Quelle est la position de la CGT, largement relayée dans la

Loire, par la fédération du PCF et soutenue par celle du PS (qui, ici, critique la CFDT) ?

C'est d'insister sur la nécessité d'une action volontariste, symbolique, d'ampleur nationale pour débloquer les luttes et créer un effet d'entraînement. Dans une conférence de presse par rapport au grand rassemblement du 18 octobre, l'UD CGT et les responsables de la fédération Métaux et du secteur Action Confédérale CGT, s'en sont expliqués longuement. Retenons que « Manufrance pose au-delà de son propre cas la question de la casse des entreprises et du potentiel des industries françaises. Pour la CGT, sauver Manufrance c'est aider à sauver l'emploi partout et pour tous. Cela semble un symbole d'une résolution locale et nationale, le point de convergence d'une action déterminée et déterminante de la CGT pour l'emploi. » A ce titre, la firme du cours Fauriel, qui devait voir se rassembler sous ses fenêtres plus de 50 000 manifestants, selon les organisateurs, est un enjeu directement politique. Cela ne signifie pas pour les Manufrance qu'il y aura de solution pour eux que dans l'affrontement avec Giscard, Barre et Monory, à preuve la mystérieuse issue suisse toujours à l'ordre du jour, à la veille du 18 octobre. Mais « la lutte de Manufrance est désormais nationale et c'est là que pourront le mieux être lancés, de

sévères réquisitoires contre la politique gouvernementale et patronale actuelle ». C'est bien sûr le sens d'une forte délégation confédérale et du discours, attendu, de Georges Ségué. Rien n'aura été négligé pour assurer le succès du rassemblement : pages journalières dans l'Humanité, hebdomadaires dans la Vie Ouvrière, appels de nombreuses organisations CGT, de conseils municipaux et d'intellectuels du PCF, relais donné par la journée UGICT CGT du 7 octobre, tracts et affiches par milliers. Par exemple 12 000 à Roanne ou 8 000 à Saint-Chamond.

Questions autour du 18 octobre

On peut alors s'interroger sur la mobilisation réellement existant à quelques jours de l'échéance Manufrance. En effet, si l'on rapporte à l'enjeu et à la mobilisation nationale, l'écho effectivement rencontré dans certaines PME stéphanoises, encore si l'on note qu'à huit jours du rassemblement la plupart des organisations locales CGT (Métaux Sud de Saint-Etienne, UL d'Andrézieux ou de Rive-de-Giers...) en étaient à faire de la propagande sans pouvoir garantir de participation plus large que celle de délégués, il y a de quoi s'étonner !

Faut-il accuser, comme déjà on l'entend à l'UD CGT de Saint-Etienne, une mauvaise compréhension de la situation par les travailleurs, ou une insuffisante prise en charge par les militants, ou bien, sachant que le 18 octobre sera de toute façon, un succès pour la CGT, grâce aux délégations d'entreprise extérieures au département, (notamment Rhône-Alpes et région parisienne), ne doit-on pas réfléchir plus ? Se demander, par exemple, en quoi les problèmes concrets d'organisation de l'action dans les centaines de petites entreprises qui vivent par temps de crise dans la Loire, seront-ils réglés par la seule « dynamique de solidarité » ? Inquiets pour la syndicalisation comme sur les moyens actuels réels pour reconstruire un tissu d'emplois dans la Loire, les délégués CGT sincèrement favorables à l'action et hostile à tout « consensus » ne trouvent pas forcément dans le grand élan autour de Manufrance, la réponse à leurs difficultés militantes. Aussi, le débat ne pourra-t-il que se poursuivre et être relancé après ce 18 octobre CGT.

Correspondant Saint - Etienne

PTT : les ambulants veulent garder leurs repos !

Les ambulants sont en colère. Ces dernières semaines, chaque voyage ou presque commence par une assemblée générale sur le tas. Pourquoi tout ce remue-ménage ? C'est que la direction, s'appuyant sur une circulaire ministérielle du mois de mai, veut remettre en cause les repos compensateurs (Rc) !

Pour un ambulant, qui trie les lettres, les journaux, les colis dans les trains, debout toute la nuit devant ses casiers, ou qui manie la serpette pour ouvrir les lourds sacs de jute, les repos compensateurs, c'est sacré ! Travailler la nuit, samedi, dimanche et jours de fêtes compris, être loin de chez soi deux jours d'affilée, dormir dans des petits hôtels du bout de ligne, autant de raisons qui expliquent l'attachement des ambulants à ces repos compensateurs, acquis après les luttes de Mai 68 !

Un droit qu'il ne faut pas toucher

Depuis que les Repos compensateurs existent, ils sont pour ainsi dire un des seuls « avantages » du travail, d'autant qu'on pouvait les « cumuler ». Au bout d'un certain nombre de voyages, on pouvait alors décompresser une semaine, quinze jours, retourner au pays... Pour beaucoup d'ambulants, concentrés dans les gares de la région parisienne, mais originaires de

province, c'était le seul moyen de ne pas se couper du pays onze mois par an... Un travail dur, peu intéressant, dans la poussière des sacs manipulés dans le wagon, où on crève de chaud l'été et de froid l'hiver. Un travail qui ne rapporte pas la lune, même avec les primes liées aux pénibilités de la tâche. Mais un travail auquel on pouvait encore échapper par intermittence.

Non au « payé »

Or, que veut faire la direction ? Bien sûr, elle ne prétend pas les supprimer de but en blanc. Elle veut organiser leur gestion à sa guise, par exemple en les attribuant d'office, à une date et pour une durée de son choix, ou les supprimer contre de l'argent ! Ce paiement existe déjà plus ou moins, il arrive bien sûr qu'un ambulant un peu juste financièrement tel ou tel mois se voie contraint de recourir au « payé » plutôt qu'au « rendu ». C'est vrai que bien des fins de mois sont difficiles, et la direction espérait pouvoir s'appuyer là-dessus pour faire du paiement des repos compensateurs, une règle générale, quasi automatique. Mais les ambulants ne sont pas d'accord pour monnayer de la sorte leur repos, leurs loisirs, leur vie familiale, leur santé ! Ils estiment qu'ils en ont besoin, et que l'argent ne les remplace pas !

Des effectifs en moins

Pour la direction, l'enjeu est de taille. Si elle arrive à ses fins, elle gagnera encore des effectifs ! Car le système des RC imposait un volant de remplaçants, « permanents » et ambulants « non embrigadés ». Si les RC sont planifiés, si les ambulants sont forcés de les prendre chaque fois qu'ils ont une vingtaine d'heures, il n'y aura plus guère besoin de remplaçants. Pour l'heure, elle s'est fixé comme objectif de faire diminuer par chaque ambulant le stock d'heures dont il dispose d'ici le 15 décembre. Tout ce qui dépassera 60 H à cette date précise passera à la trappe. Concrètement, en ce moment, les trains partent avec des « brigades fantômes », complètement dépourvues des ambulants connaissant la ligne ! Autant dire que c'est une belle pagaille, que pour ceux qui font les voyages, la charge de travail est beaucoup plus lourde. Surtout que dans le même temps, à la faveur d'une restructuration des lignes, elle supprime des postes ! Ainsi, sur la ligne Paris-Anancy, une des plus longues au départ de la gare de Lyon, elle a supprimé 4 positions de travail, sous prétexte qu'ils ne prenaient plus rien à Aix-les-Bains. Mais elle n'a pas pris en compte le travail supplémentaire à Dijon, depuis que le service touche le 89. En fait, la charge de travail a été multipliée par cinq ! On pourrait trouver



des exemples semblables pour pratiquement tous les services !

Dure bataille

Face à cela, les ambulants se sont mobilisés. Nettement plus que pour les revendications globales, c'est certain. Ils sentent que c'est une bataille importante même si elle ne touche pas l'ensemble des postiers d'une façon directe. Une bataille qu'il ne faut pas perdre, qui demande une grande unité. Et beaucoup d'entre eux, qui sont prêts à se battre, sont ulcérés de voir les

contradictions syndicales entraver l'action. Pour l'instant, aucune initiative unitaire n'a été prise, ou bute toujours sur les formes d'action. Journées d'action, auxquelles plus grand monde ne croit ? Grève illimitée ? Il semble que ce soit difficile... Grève tournante par brigade ? Le débat est en cours, mais le temps presse. Et ce n'est pas la journée d'action nationale dans les PTT de ce mercredi, appelée séparément par la CGT et la CFDT sur une liste globale de revendications qui leur semblait de nature à faire avancer la lutte.

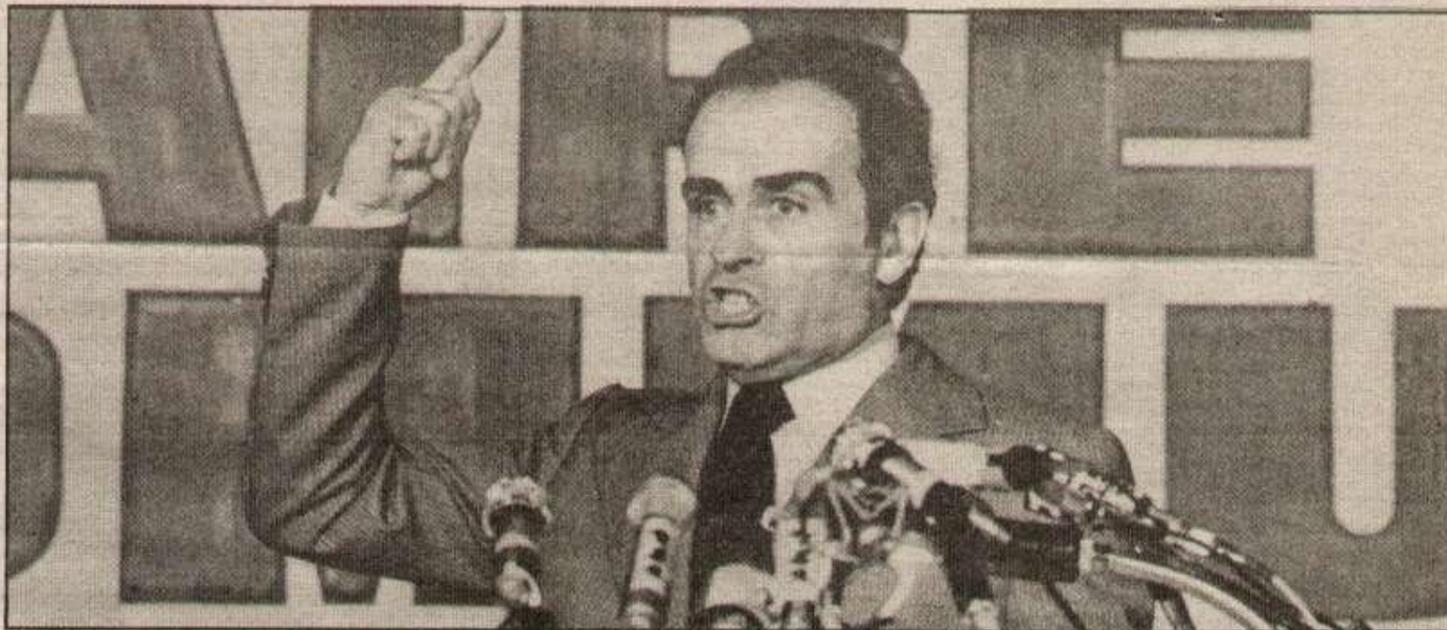
M.C.

Marchais vient d'être officiellement confirmé dans sa candidature à la présidence de la République par une conférence nationale du PCF. Il se présente désormais comme «le seul candidat contre Giscard». A la question qui lui a été posée du désistement du PCF au deuxième tour, il a répondu que cette question était «totalement inopportune» et qu'il y serait répondu au soir du premier tour si toutefois le problème se pose. Le candidat Marchais semble vouloir se placer dans la perspective où il devancerait le candidat du PS au premier tour. Ce type de propos s'inscrit très bien dans l'actuel langage du PCF : un discours très dur, attaquant avec une grande vigueur toutes les forces sociales et politiques qui ne sont pas d'accord avec lui. Ainsi, aux très violentes attaques contre la droite s'ajoutent de non moins violentes critiques contre le PS et la CFDT ; le premier étant accusé très ouvertement de faire alliance sous différentes formes avec le régime giscardien, la seconde se trouvant classée parmi les organisations syndicales de collaborations de classes.

Ce comportement pose différents problèmes. Beaucoup se demandent où veut en venir le PCF et en viennent à se poser la question de savoir si cette tactique ne va pas le conduire à une sorte de «suicide électoral». Au-delà des élections, on se demande ici où là, s'il ne s'agit pas d'un «repli sur soi pour de longues années» que la direction du PCF aurait choisi de faire, refusant d'aller au pouvoir, tout cela pour obéir à une logique dictée par l'URSS.

Les raisons de la tactique actuelle du PCF

Par Gérard PRIVAT



Quelles sont les lignes forces du jeu politique tel qu'il se présente aujourd'hui ? La question est essentielle si l'on veut comprendre les raisons qui ont poussé la direction du PCF à son «tourant à gauche».

La droite giscardienne a très largement consolidé son emprise sur tous les rouages de l'appareil d'Etat et sur l'essentiel des institutions publiques. Les chiraquiens ont été progressivement, évincés des postes de responsabilité, des leviers de commandes de l'Etat. Les RPR qui restent sont pour l'essentiel «giscardisés». Les gaullistes regroupés sous la bannière de Chirac sont en proie aujourd'hui aux hésitations et aux divisions sur la conduite à tenir par rapport à l'élection présidentielle et à la candidature Debré. Pratiquement sans pouvoir, quasiment relégué au rôle de force d'appoint malgré un fort groupe parlementaire, le RPR en est réduit à multiplier les critiques et les refus contre le gouvernement sans pour autant actuellement sanctionner celui-ci par ses votes.

En outre, la coalition politique hétéroclite sur laquelle s'appuie Giscard est à peu près parvenue à se regrouper en une formation unique où n'apparaissent pas trop les notes discordantes.

L'Etat-Giscard semble aujourd'hui suffisamment assis dans une situation où n'apparaît pas de solution alternative crédible.

Quel rôle pour le PS ?

Le PCF articule tous ses éléments de propagande contre le PS autour d'une idée qu'il martelle sans cesse : le PS vire à droite et se prépare à une collaboration ouverte avec la droite.

Et de saisir toutes les occasions pour appuyer sa démonstration. Ainsi, par exemple, la récente rencontre entre Mauroy et Giscard lors de la visite de ce dernier dans le Nord a déclenché un véritable tir de barrage de la part du PCF, tenant là une preuve manifeste de la complicité du PS et de la droite. Mais que l'on sache, quand Georges Vallon, président du conseil général de Seine-Saint-Denis et membre de la direction du PCF rencontre le préfet, on n'en tire

pas la conclusion qu'une complicité s'établirait entre le PCF et la droite. Ce type de rencontre, en fait couramment pratiquée par tous, s'inscrit plutôt dans «le jeu des institutions».

Sans doute, les «appels du pied» de la droite en direction du PS ces dernières années ont dû rencontrer quelque écho chez certaines personnes ou groupes de personnes. Peut-être même, à telle ou telle occasion, peut, ou pourra se produire quelques transferts. Mais, peut-on en tirer conclusion globale pour caractériser une politique ? Sans doute, les références au passé existent. Mais suffisent-elles pour accréditer l'idée que le PS se prépare (ou est déjà engagé) à la collaboration avec Giscard ?

Pour qu'une telle collaboration se produise, il faudrait que les deux forces en présence y trouvent intérêt. Du point de vue de leurs actuelles tactiques, ce ne semble pas être le cas.

Le PS, dans sa forme actuelle, est le premier parti (électorale-ment parlant) de France. A ce titre il revendique un rôle important, à la mesure de son influence sur le corps électoral. Son ambition est de jouer le rôle de «formation politique pivot», celle qui détient l'essentiel des leviers de commande et autour de laquelle peuvent s'organiser différentes formules de gouvernement. Il est évident que le giscardisme n'est pas disposé dans l'état actuel des choses à accéder à une telle revendication. Il serait certainement intéressé par une formule qui impliquerait un ralliement du PS sous certaines conditions. Pas en tout cas pour un renversement des équilibres. C'est une première raison qui rend difficile une alliance Giscard-PS. Il y en a une deuxième : le PS est un conglomerat de courants, de tendances de groupes aux définitions politiques et aux objectifs parfois sensiblement différents. Ce qui constitue sa cohésion interne en même temps que son poids électoral, c'est son jeu propre de «parti attrape-tout», sa capacité à capitaliser tous les mécontentements de gauche qui, pour des raisons parfois fort différentes, ne se reconnaissent pas dans le PCF. Un ralliement ou même une collaboration avec le giscardisme entraînerait certainement de graves cassures au sein de ce

«parti-regroupement», une dispersion sensible de son électorat et affecterait notablement ses possibilités de peser véritablement dans le jeu politique. Il y a là un risque très important pour cette force politique composite dont la fragile cohésion peut être remise en cause à tout moment.

Pas d'union de la gauche en vue

Enfin, une donnée importante doit être rappelée même si elle semble évidente : la période qui vient ne verra certainement pas une reconstitution de l'union de la gauche. Cette union conclue en 1972 avait, bon an mal an, régi les rapports entre PS et PCF pendant six années. Elle est morte au mois de mars 1978 dans les conditions que l'on sait. Du moins sous sa forme «programme commun». Tôt ou tard évidemment, se reposera le problème de l'union et des initiatives se prendront dans ce sens. Comme le PCF le dit lui-même, il n'a pas d'autre politique. Il est obligé pour réaliser son projet d'en passer par une alliance avec d'autres forces. Cependant les conditions pour réaliser un accord qui lui permette effectivement d'avancer vers son projet stratégique ne sont pas jugées par lui suffisamment bonnes.

C'est ce que veulent dire les dirigeants quand ils expliquent que la garantie de l'union, c'est un PCF fort et influent, disposant d'appuis et de relais conséquents. Il ne s'agit pas là, comme on l'entend parfois dire, d'un refus du PCF d'aller au gouvernement. Son idée est toujours d'y parvenir. Seulement, il veut y aller dans des conditions et dans un rapport de forces avec ses alliés qui lui soient favorables pour aller vers son projet propre. Nous ne voulons pas, disent crûment les dirigeants du PCF servir de force d'appoint pour une politique qui ne serait pas la nôtre. Le raisonnement que tient actuellement le PCF au sujet de l'union de la gauche était déjà, grosso modo, celui qui inspirait sa démarche pendant les derniers mois du programme commun.

Dans ces conditions et en sachant que tôt ou tard le

problème d'une alliance sera reposé, il semble improbable qu'une forme d'union de la gauche voit le jour à court terme. Ceci n'excluant évidemment pas d'éventuels accords conjoncturels, électoraux ou autres.

Le tour pris par la polémique, la virulence du ton, des faits tels que le non-désistement au second tour des sénatoriales montrent que la tendance est plutôt à s'installer dans la division.

Dans cette situation cependant le PCF a déjà arrêté quelques positions. En particulier, il lui est apparu nécessaire de «rééquilibrer» la gauche et de parvenir, sinon à progresser lui-même de façon spectaculaire, au moins à empêcher que l'écart avec le PS ne se creuse encore.

Des raisons internes

D'autres raisons importantes motivent cette attitude du PCF ; d'ordre interne cette fois. Pendant six ans, les militants du PCF ont mesuré leur espoir à l'aune du programme commun. D'après leurs dirigeants, le PS à l'époque ne s'appropriait pas à la collaboration avec Giscard, ne virait pas à droite. La déception de 1978 a été à la mesure des espérances investies. Le choc a été rude. Mais au bout de quelques semaines, les questions ont commencé à affluer. Il fallait expliquer, rendre des comptes, définir les responsabilités dans l'échec. D'autant que les contradictions, loin de se limiter à la contestation des militants oppositionnels connus, touchaient en profondeur les rangs du PCF. Il fallait un système d'explication clair, simple, offensif pour colmater les brèches qui s'ouvraient et tenter de refaire la cohésion interne. Le schéma fut trouvé : le PS a cassé l'union car, quant au fond, c'est une force politique qui a toujours eu des penchants à droite (cf les compromissions nombreuses avec les gouvernements de droite dans le passé). Le PCF est le seul parti de la classe ouvrière le garant de l'union. C'est sur ce schéma que le PCF fonctionne depuis 1978.

SUITE PAGE 12

Les attentats racistes

La police n'est pas innocente

«Il n'y a pas de résurgence des groupes fascistes. Il ne faut pas grossir ce danger», disait Bonnet le 25 août. Depuis, des synagogues et des écoles ont été mitraillées, une bombe a tué rue Copernic.

«Je plains ceux qui, pour des raisons partisans, n'ont pas hésité à répandre des allégations diffamatoires et scandaleuses», comme par exemple la présence de fascistes organisés dans les rangs de la police, disait Barre le 8 octobre. Mais mardi, devant le Sénat, Bonnet a été contraint à un premier aveu : il y aurait 18 militants d'extrême-droite dans la police. L'aveu n'a été fait que sous la contrainte, parce qu'une liste des affectations de ces policiers (RG, CRS, gardiens de la paix, police judiciaire) était publiée, de même qu'était publiée une lettre accusatrice du juge Joly, chargé de l'instruction contre la FANE, se plaignant des «entraves» de la police dans l'enquête.

Niant la réalité des groupes nazis, puis niant l'existence de complicités policières, le pouvoir établit une nouvelle ligne de défense : les 18 policiers fascistes ne seraient que des brebis galeuses au milieu de 110 000 policiers démocrates. Ce n'est pas la vérité. Comment les fascistes sont-ils entrés dans la police, quelles responsabilités occupaient-ils, de quelles enquêtes ont-ils été chargés, que savent-ils du groupe «Honneur de la Police» qui a assassiné Curriel et Goldman, qui a empêché que leurs noms soient divulgués plus tôt, pourquoi l'enquête du juge Joly est-elle entravée ?

Deux semaines après les crimes de la rue Copernic, les assassins courent toujours. Tandis que le gouvernement et les milieux sionistes vont jusqu'à insinuer grossièrement que les Palestiniens seraient responsables de l'attentat, les néo-nazis sont relâchés aussitôt qu'interpellés. Et les exactions fascistes continuent.

Les révélations de la presse et des organisations anti-racistes ont pourtant mis en lumière les responsabilités de pouvoir, qu'il s'agisse de l'interpénétration des groupes fascistes avec certains milieux policiers ou de la complaisance dont il est fait preuve envers ceux qui, sous un nouvel habillage, colportent les vieilles théories racistes et élitistes. Tout cela nécessite que la riposte de masse se poursuive, pour mettre hors d'état de nuire les néo-nazis et ceux qui les inspirent.



A travers la presse : les hypothèses de tous genres

Immédiatement après l'attentat de la rue Copernic, une assez large unanimité s'était faite pour accuser les groupes fascistes ou néo-nazis. L'explosion de la rue Copernic ne survenait-elle pas une semaine après que des écoles et des synagogues eussent été mitraillées ? Ne s'inscrivait-elle pas dans la continuité d'une recrudescence des activités néo-nazies, allant du bombage de croix gammées aux plastiques, en passant par les menaces de mort adressées à diverses personnalités ?

Aujourd'hui, dix jours après l'attentat les fascistes arrêtés sortent un à un des commissariats, tandis que diverses hypothèses sont avancées.

L'hypothèse gouvernementale : le terrorisme international

Il y a tout d'abord l'hypothèse gouvernementale, qui consiste semble-t-il à voir dans les crimes de la rue Copernic une action du «terrorisme international». Avant même les premières conclusions de l'enquête policière, dès le dimanche 5 octobre, Peyrefitte traçait la voie : «Apparemment,

ce massacre des innocents semble venir de l'extrême droite, d'une renaissance du nazisme et du fascisme. Mais il y a peut-être des organisations étrangères qui cherchent à destabiliser la société et les pouvoirs publics en France, en Allemagne, en Italie, dans les démocraties occidentales». Depuis, les éléments qu'a bien voulu fournir la police (car rappelons-le le fait que l'instruction soit confiée à la cour de Sécurité de l'Etat implique que seul le pouvoir et sa police auront accès au dossier de l'enquête) vont dans ce sens, et donnent matière à une intense campagne de presse. Pour le Figaro, Le Journal du Dimanche, ou France Soir, le doute n'est guère permis : Chypre était, paraît-il, un des lieux où se retrouvait les «terroristes internationaux», le fait que la personne ayant acheté la moto ou se trouvait la bombe ait exhibé un passeport chypriote «démontre» l'implication fu «terrorisme international» dans la rue de la rue Copernic. La LICRA, elle, est plus précise encore : derrière cette «internationale terroriste», il y a la Lybie de Kadhafi. Pierre Bloch, président de la LICRA, accusait déjà Khadafi devant les micros de la télévision quelques heures après

l'attentat, et récidivait trois jours plus tard en affirmant détenir la preuve de liens entre la FANE et la Lybie.

En réponse à ces déclarations, le MRAP a évoqué le fait qu'«non assiste depuis quelques temps à des manœuvres variées visant à escamoter les responsabilités des pouvoirs publics dans la montée du racisme et du fascisme». Et le MRAP poursuivait «d'aucuns s'emploient aujourd'hui à diviser le mouvement de protestation qui met en cause les complaisances gouvernementales. On tente, ajoutait le MRAP, de susciter la méfiance envers les pays arabes».

Calomnies haineuses contre l'OLP

Si l'hypothèse du «terrorisme arabe» est tournée généralement vers la Lybie, certains n'hésitent pas à mettre en cause directement, sans la moindre preuve, les organisations palestiniennes. Après avoir dit dans le journal du dimanche 5 octobre que «toutes les formes de terrorisme qui assaillent l'Occident actuellement ont toutes leur origine dans le marxisme-léninisme», Guy de

Deux semaines après l'attentat de la rue Copernic...

Par Nicolas DUVALLOIS

Rotschild et les dirigeants d'organisations sionistes ont accusés directement l'OLP. Argument repris par le gouvernement israélien le 6 octobre, dans une déclaration officielle : «il convient de noter que les organisations terroristes qui opèrent en France et dans d'autres pays européens collaborent avec l'organisation d'assassins arabes intitulée OLP». La calomnie ici n'a plus de bornes. L'organisation de Libération de la Palestine lutte, dans les territoires occupés, pour permettre au peuple palestinien d'avoir une patrie. Dès le dimanche 5 octobre, un communiqué officiel de l'OLP condamnait l'attentat de la rue Copernic, dénonçait les allégations du gouvernement israélien, et précisait que «l'OLP n'utilise pas de pareils méthodes. Elle respecte et vénère les lieux de culte et par conséquent condamne tout acte de ce genre». Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France, réitérait cette condamnation, tandis que l'Union Générale des étudiants palestiniens en France (GUPS) faisait savoir dès samedi 4 octobre que «ces actes odieux n'ont rien à voir avec notre combat pour une Palestine laïque et démocratique dans laquelle cohabiterait juifs, chré-

tiens, musulmans et non-croyants à égalité de droits». Et la GUPS rappelait que «ces crimes inadmissibles sont le résultat d'un développement du racisme qui frappe aussi quotidiennement la communauté arabe».

La piste israélienne ?

Une troisième hypothèse est formulée par certains, trouvant son écho dans quelques journaux comme Libération ou, à un degré moindre, Le Matin : celui d'une action commise par les services secrets israéliens eux-mêmes. Dans son édition du 10 octobre, Le Matin semblait indiquer en effet que la «piste chypriote» n'excluait pas une action du Mossad, le service secret israélien, en rappelant une enquête publiée en mars dans le journal israélien Maolam Hazeh : Ygal Laviv, l'auteur de l'enquête, affirme que des chypriotes réfugiés en France après leur coup d'Etat manqué de 1974 : «Maintien des contacts avec des Israéliens impliqués dans diverses formes de trafic et indirectement reliés au Mossad». Après les révélations du journal israélien, plusieurs de ces chypriotes au-

Les attentats racistes

raient quitté Paris, sans qu'on puisse suivre leurs traces. Rappelant le cynisme dans l'horreur dont sont capables les services spéciaux, Libération évoquait quant à lui un des bénéficiaires que tirerait l'Etat d'Israël de l'attentat de la rue Copernic : en jetant la suspicion sur les palestiniens, Israël peut espérer, provisoirement, et du fait de la pression accrue de la communauté juive, que les Etats européens hésiteront à avancer plus avant dans la reconnaissance de l'OLP. Libération rappelle qu'une visite de Gaston Thorn au Moyen-Orient, quelques jours avant l'attentat, semblait préparer une reconnaissance de l'OLP par les neufs.

Plus fondamentalement, on peut constater que l'attentat de

la rue Copernic a considérablement renforcé la propagande sioniste invitant les juifs français à s'expatrier en Israël. Le communiqué officiel du gouvernement israélien se terminait d'ailleurs par un appel très précis à l'immigration : «Les portes d'Israël sont ouvertes à tout juif, où qu'il se trouve, pour qu'il puisse vivre dans ce pays en homme libre». Ainsi dans cette hypothèse des services secrets israéliens en tendant à montrer que les juifs ne sont en sécurité qu'en Israël, les sionistes espèrent renforcer leur Etat. C'était la tâche confiée à Avi Primor, haut fonctionnaire israélien envoyé en France l'an dernier, et qui organisa notamment les «douze heures pour Israël».

«En tant que juifs de gauche, nous avons un rôle spécifique à jouer dans la lutte contre le racisme»

Dans la quasi-totalité des manifestations qui ont eu lieu, de nombreux observateurs ont été frappés par l'hétérogénéité des cortèges : présence simultanée de la gauche politique et syndicale et de personnalités favorables au pouvoir, mais aussi présence d'un certain nombre d'organisations juives qui de toute évidence entendent relancer en cette occasion leur propagande pour le sionisme. On a ainsi vu à Paris, derrière les banderoles du «Renouveau Juif», du CLESS (comité de liaison des étudiants sionistes socialistes) et du Betar (lié directement au parti de Begin en Israël) plusieurs milliers de personnes scandant leur soutien à l'Etat d'Israël sans lutte contre le peuple palestinien.

Peut-on pour autant en conclure à un développement du courant sioniste parmi les juifs français ? «C'est difficile à dire», affirme un membre du collectif d'initiative des juifs de gauche, «mais il est vrai que des efforts considérables sont actuellement développés en ce sens. Il faut bien reconnaître que la frontière qui sépare l'antisémitisme de l'antisionisme est mal perçue par la plupart des membres de la communauté juive en France, ce qui laisse un terrain favorable aux partisans de l'Etat d'Israël. Au risque de schématiser, je dirais qu'il y a en gros trois positions aujourd'hui chez les Juifs français : celle du CRIF (conseil représentatif des institutions juives), qui est en fait la position de la bourgeoisie ; celle des sionistes, notamment «Renouveau Juif», qui consiste à dire, en fin de compte, qu'il y a en France un développement de l'antisémitisme provoqué par les positions anti-israéliennes du gouvernement français, et enfin la position qu'on peut résumer comme étant de «gauche», qui consiste à voir dans les crimes racistes de ces derniers mois un phénomène de classe, dans lequel le pouvoir porte une lourde responsabilité». «Notre position, ajoute un autre militant, par ailleurs membre du PCF, n'est pas très confortable. Nous sommes à 100 % français, et à ce titre nous devons nous situer par

rapport à la lutte de classe en France, et uniquement par rapport à cela. Mais cependant nous n'entendons pas faire disparaître notre spécificité de juifs, liée à de profondes racines culturelles et historiques. Dans le PCF — je prends l'exemple que je connais — on a trop souvent tenté d'utiliser notre judaïcité dans le seul but de faire de la propagande parmi les autres juifs. Nous affirmer en tant que juifs pour cela, c'était bien, mais affirmer, parce que juifs, notre solidarité avec les victimes de l'antisémitisme en URSS ou en Pologne, c'était condamnable».

Pour la plupart des juifs de gauche que nous avons pu rencontrer, il n'y a pas de développement de l'antisémitisme en France, au sens où on l'entend par référence aux années d'avant-guerre. «Le danger n'est cependant pas écarté, dit l'un d'entre eux. Le vichysme rampant du pouvoir crée un vague climat d'hostilité envers ceux qui n'ont pas exactement les mêmes origines culturelles. C'est Stoléru et ses campagnes contre les travailleurs immigrés, c'est Giscard avec ses inquiétudes devant le fait que les français sont de plus en plus minoritaires dans le monde, c'est Barre avec sa scandaleuse déclaration de samedi affirmant que des «Français innocents» avaient été tués rue Copernic, comme si les juifs visés n'étaient pas aussi des Français innocents». Les «juifs de gauche» entendent donc situer leur combat dans le cadre de la lutte de la gauche contre le pouvoir. «Mais là encore, nous ne devons pas hésiter à mettre en avant notre spécificité. Ainsi, moins que tout autre nous ne devons rester indifférents devant les crimes commis par l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien. Plus que tous les autres, nous devons dénoncer les attentats racistes qui touchent les immigrés arabes en France. Parce que juifs, nous avons aussi un rôle spécifique à jouer dans le rassemblement de toutes les forces réellement démocratiques pour se débarrasser d'un pouvoir que nous considérons comme la racine du développement des attentats racistes et fascistes d'aujourd'hui».

La riposte

Tout au long de la semaine passée, la riposte aux crimes de la rue Copernic a été puissante, massive, déterminée. L'ampleur de la manifestation parisienne du 7 octobre n'a pas été un phénomène isolé, bien au contraire. Dès le lendemain de l'attentat, des manifestations étaient organisées à Strasbourg, Marseille et Toulouse. Lundi, une nouvelle manifestation regroupait environ 20 000 personnes à Marseille, et des milliers d'autres à Nancy, Nice, Rouen, Lyon, Belfort, Metz, Longwy, Forbach, etc. Mardi, dans quasiment toutes les villes de France, des défilés d'une ampleur exceptionnelle marquaient la volonté populaire de toute faire pour arrêter le racisme et l'antisémitisme.

La plupart de ces manifestations ont reproduit une situation identique : participation conjointe des forces de gauche, des organisations anti-racistes, et de la communauté juive. Au-delà de leur dénonciation de l'antisémitisme, les manifestants entendaient partout mettre en cause la

«Ce n'est pas bien méchant»

«Allez tranquilisez-vous, ce n'est pas bien méchant. Et je vous promets que si on retrouve les gamins qui ont fait ça, on ira voir leurs parents». La scène s'est passée dans un grand commissariat parisien, il y a moins d'un mois. Avec ces bonnes paroles, un inspecteur — le commissaire était occupé — a accompagné à la porte le commerçant juif venu s'inquiéter, et avertir la police, parce que des croix gammées et des inscriptions nazies avaient été bombées sur son magasin.

Des faits semblables, on en raconte beaucoup en ce moment chez de très nombreux juifs scandalisés par l'attitude «passive» de la police. A l'école Lucien de Hirsch, une grande école juive du 19ème arrondissement, les lettres anonymes, les coups de téléphone de menaces et les inscriptions anti-sémites à l'entrée ne se comptent plus. Malgré plusieurs demandes précises, ja-

passivité gouvernementale face au renouveau de l'extrême-droite. Ainsi, à des rares exceptions près, la présence des représentants de la droite dans les cortèges a-t-elle été mal acceptée : lundi, à Rouen, il y avait plus de 4 000 personnes derrière le MRAP, tandis qu'une centaine de notables de la LICRA ou de la municipalité avaient choisi de faire «leur» rassemblement. Les médias ont donc pu souligner «l'unanimité» de la réprobation, alors même que Lecanuet et les siens étaient conçus par le défilé populaire.

Au-delà de ces grandes manifestations, d'autres initiatives ont été prises. A Paris, le «Collectif d'initiative des Juifs de Gauche» a organisé jeudi soir un meeting pour exiger la démission de Bonnet, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les forces fascistes infiltrées dans la police et pour appeler à ce que «les volontés de résistance se développent et convergent».

C'est sans doute pour tenter d'apaiser la colère populaire que Giscard a essayé d'organiser vendredi 10 octobre ses réunions de préfectures, dans le même temps où il demandait aux enseignants de faire un cours sur

mais la police n'a daigné protéger l'école. «Pas assez d'efficacité», répondait-on invariablement. Dans la nuit du vendredi 26 septembre, la façade de l'école est mitraillée. Devant l'émoi grandissant des parents d'élèves, dont quelques-uns sont des notables, la police se décide enfin à fournir une protection. Quelques jours plus tard — à la veille de l'attentat rue Copernic —, les policiers ne sont plus là. Pas assez d'effectif ? Dans la même semaine, les flics sont pourtant venus nombreux dans une autre école du quartier... pour expulser les parents d'élèves qui l'occupaient. Depuis lundi, les CRS sont revenus devant l'école Lucien-de-Hirsch, et ils ont même fait bonne mesure, en interdisant le stationnement sur plus de cent mètres «pour éviter les voitures piégées». Mais combien de temps durera cette protection ? Ici, on ne se fait guère d'illusion : «Ils ne pouvaient pas faire autrement, mais ça ne durera

la «tolérance». Curieuses réactions que celles qui ont eu lieu. Apparemment, il s'agissait de «réfléchir» aux mesures à prendre pour s'opposer au racisme. Mais aucune organisation de travailleurs immigrés n'était invitée ! «Pas assez de place» a-t-on répondu à Paris, alors même que la salle était à moitié vide.

Refusant leur caution à cette opération gouvernementale, la CGT et la CFDT avaient refusé de se rendre à cette mascarade. Quant au MRAP, qui s'y était rendu sans illusion, c'est à peine s'il a pu s'exprimer ; très exactement cinq minutes pour une réunion qui a duré plus de deux heures. Quant aux questions posées durant ces cinq minutes sur l'état d'avancée des enquêtes concernant Laid Sebaï, Goldman et Curriel, elles n'ont pas eu de réponses.

Une preuve supplémentaire est ainsi apportée au fait qu'il n'existe qu'une seule riposte efficace aux crimes racistes de l'extrême-droite : c'est la riposte populaire, de masse qui dénonce tous les racistes, et qui précise les responsabilités de la droite au pouvoir en l'affaire.

pas. Dès que l'émotion sera retombée, les CRS iront s'occuper ailleurs, et nous, on sera de nouveau exposés aux attentats».

Pour ce responsable d'une maison de jeunes juifs, c'est le problème de l'autodéfense qui est posé, sans que lui-même y ait apporté une réponse jusqu'à ce jour : «Je reçois des lettres de menaces, et je sais qui est l'auteur d'une partie d'entre elles. Alors, que dois-je faire ? Donner le gars à la police ? Je n'ai pas de preuve formelle et je connais trop de gars qui sont sortis du commissariat aussitôt interpellés. Organiser une expédition moi-même ? C'est moi qui serai arrêté par la police. Alors j'attends, et je surveille. Mais s'il arrivait quelque chose à la maison de jeunes, je crois que la riposte serait terrible. Et mon cas n'est pas isolé. Si on regroupait toutes nos informations, on aurait certainement un fichier beaucoup plus complet que celui des Renseignements Généraux».

Les attentats antisémites continuent

Les attentats et provocations anti-sémites n'ont pas cessé au lendemain des crimes de la rue Copernic. En une seule semaine, plus d'une dizaine de cas ont pu être dénombrés.

Dimanche 5 octobre, un jeune juif de 21 ans a été attaqué dans un train de banlieue alors qu'il se rendait dans une synagogue. Traité de «sale juif» par deux individus, le jeune homme a finalement été roué de coups et souffre de nombreuses blessures.

Le même jour, des inscriptions anti-sémites ont été constatées sur les murs du commissariat et d'une cité populaire de Bron, dans la banlieue lyonnaise. A Saint-Dié, dans les Vosges, des croix gammées ont été bombées sur les murs de la synagogue, avec des inscriptions de la FANE. Dans le même département, des tracts racistes sont distribués depuis plusieurs jours dans différents villages.

Lundi, pendant la manifestation de riposte qui se déroulait à Nice, une grenade d'exercice a été jetée, probablement d'une

voiture, contre la queue du cortège des manifestants. Deux individus, qui criaient «les juifs au four» ont été interpellés.

A Nice encore, une boucherie appartenant à un commerçant juif a été saccagée, pendant que le propriétaire était au commissariat pour informer la police des menaces anti-sémites dont il était l'objet.

A Marseille, une bombe a été découverte, avant explosion, devant un restaurant habituellement fréquenté par des juifs.

A Troyes, c'est un magasin de confection qui a été saccagé. On a retrouvé sur les murs des croix gammées et des inscriptions de la FANE.

A Paris, un incendie d'origine criminelle a détruit en partie l'entreprise Trigano-Electronique, dont le patron, connu pour ses origines juives, avait été déjà l'objet de menaces.

A Saint-Germain-en-Laye, un individu a été arrêté alors qu'il inscrivait des slogans nazis sur les murs du métro.

Il convient aussi de signaler la tentative d'attentat, de nature

fasciste, dont a été victime Robert Jarry, le maire PCF du Mans. Plusieurs mèches, à demi-calcinées, ont été retrouvées dans le réservoir de sa voiture. Au Mans, plusieurs librairies progressistes, ainsi que l'UL CFDT, ont déjà été victimes d'attentats durant les derniers mois.

Sans doute, en d'autres temps la plupart de ces exactions auraient-elles été considérées comme mineures, et n'auraient fait l'objet d'aucune enquête.

L'exemple de Nice est pourtant probant : c'est en perquisitionnant au domicile de l'un des individus qui avaient tenté de provoquer la manifestation de riposte que la police a découvert diverses armes, dont plusieurs grenades offensives. De la même manière, les perquisitions effectuées chez plusieurs des militants d'extrême droite interpellés dans le cadre de l'enquête sur la rue Copernic ont permis aux policiers de constater l'existence de véritables petits stocks d'armes, destinées à servir.

Le nouveau masque de l'extrême droite

Par Loïc LEGARREC

Après l'attentat de la rue Copernic, le pouvoir giscardien ne cesse de répéter qu'il lutte contre les groupes d'extrême-droite avec la plus grande fermeté. Il oublie simplement de signaler qu'il a lui-même contribué à la renaissance de ces groupes. Et tout d'abord, sur le plan idéologique, avec la «Nouvelle Droite». La bourgeoisie au pouvoir a permis en effet une diffusion massive des thèmes les plus réactionnaires par les médias. C'est ainsi que les «nouveaux droitiers» ont eu droit à l'émission *Apostrophe* de Bernard Pivot, et que récemment, un mois environ avant l'attentat, FR3 recevait longuement comme invité le professeur Debray-Ritzen dont les thèses sur le rôle déterminant de l'hérédité génétique en matière de quotient intellectuel sont fort appréciées des «nouveaux droitiers». Non seulement, le gouvernement giscardien a laissé ainsi se développer un climat raciste, mais des liens diffus et des «communautés d'idées» ont pu se développer entre la «Nouvelle Droite» et la droite dite libérale. Quelle est cette «Nouvelle Droite»? Quel est son projet? Quels sont ses thèmes? Dans quel climat idéologique tente-t-elle de s'imposer?

Quant au style d'intervention, il va lui aussi devoir se modifier: à l'activisme du groupe fasciste traditionnel qu'elle juge inefficace, la Nouvelle Droite va substituer une action plus «en douceur», visant à toucher un large public par l'intermédiaire des médias et à influencer la bourgeoisie en place. Dès le départ, elle affiche ainsi ouvertement son projet: mettre en place ou s'attacher «des hommes influents ayant leur place dans les sphères de décision d'aujourd'hui et plus encore celles de demain».

Un travail d'embrouille

C'est ainsi qu'un soin tout particulier va être mis à se démarquer des groupuscules fascistes «on ne va pas me reprocher toute ma vie une erreur de jeunesse» (2) n'hésite pas à déclarer Alain de Benoist. Aucun membre du BP du PFN n'adhère d'autre part officiellement au GRECE ce qui n'empêche évidemment les relations d'être excellentes et les échanges fréquents (3). Les divergences secondaires portent sur la religion: alors que le PFN souligne «l'apport de l'église en tant qu'institution», la Nouvelle Droite veut réhabiliter les racines païennes des cultures celtes et germaniques (Cf l'article du Monde du 29/30/07/1979: le PFN et la Nouvelle Droite).

Dans ce «travail d'embrouille», la Nouvelle Droite ira jusqu'au bout et n'hésitera pas à se déclarer anti-raciste, voire progressiste et proche d'une «certaine gauche».

Ainsi, les «nouveaux droitiers» vont tenter de déguiser leur doctrine avec un certain nombre de récupérations grossières. Par exemple, ils déclarent se sentir proches du mouvement régionaliste et des aspirations qu'il manifeste, en pratiquant l'amalgame entre ces derniers et leurs références à «l'héritage indo-européen». Louis Pauwels, directeur du Figaro Magazine n'hésite pas ainsi à déclarer: «Est-ce un crime pour les hommes de culture européenne, de s'interroger sur les fondements de la pensée européenne et sur les mentalités enracinées, qu'il s'agisse de l'héritage celtique, germanique, nordique, etc... qu'il s'agisse de toutes les vieilles pensées de l'Europe? C'est tout à fait en rapport avec le vaste mouvement d'inspiration à des cultures diversifiées et le retour aux racines régionales» (4).

Les vieux mythes

Le thème central de la Nouvelle Droite n'a réellement rien de nouveau. Il s'agit en effet, ni plus ni moins, que de développer l'élitisme, le culte de l'individu, ce qui voudrait passer pour un «nouveau courant de pensée» apparaît clairement pour ce qu'il est: une étape de «répléatage théorique» de l'extrême droite en crise alors que d'autres, parallèlement, tentent la même opération sur le plan politique. Comme le dit si bien Alain de Benoist, ancien d'Europe Action et chef de file de la Nouvelle Droite, «le tout est de refaire à la droite une vision du monde, un modèle interprétatif, un corps théorique» (1).



Louis Pauwels, directeur du Figaro Magazine, un des fleurons de la Nouvelle Droite.

nouveauté. Il en va de même dans la référence aux idées de Nietzsche.

L'originalité de la Nouvelle Droite consiste bien plutôt dans la méthode qu'elle utilise pour tenter de justifier ses vieux thèmes. Tout est bon pour la Nouvelle Droite pour qui l'éclectisme est, si l'on peut dire, de rigueur. Le principal travail d'Alain de Benoist semble avoir consisté à ramasser pêle-mêle dans une sorte de *Reader's Digest* tout ce qui de loin ou de près pouvait fournir un garant moderne à ses thèmes réactionnaires. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à invoquer l'empirisme logique de Karl Popper, la logique mathématique de Bertrand Russell, le *Hasard et la Nécessité* de Jacques Monod, voire même un certain structuralisme...

«Attention : science !»

C'est au nom de la science que la Nouvelle Droite prétend parler. Et quand elle parle science elle se réfère à ce qu'il y aurait de plus «avancé» de plus «moderne»: la biologie et l'éthologie (étude du comportement animal): celles-ci viendraient prouver la véracité des thèses sur l'inégalité: «Depuis 100 ans, la gauche répète le même discours de masse et d'égalitarisme comme si rien ne s'était passé dans la recherche scientifique, comme si les données de l'éthologie, comme si les travaux dans les domaines de la biologie n'avaient pas progressé. Comme si nous ne savions pas aujourd'hui que dans le comportement des êtres, l'inné, c'est-à-dire ce qui nous vient du cocktail génétique que chacun de nous a reçu, n'était pas plus important que l'acquis, c'est-à-dire l'effet de l'environnement et de la société» (5).

En biologie tout d'abord, la Nouvelle Droite va faire appel à la génétique, qui consiste en l'étude des éléments porteurs du caractère héréditaire. Celle-ci a permis notamment l'étude d'un certain nombre de maladies transmises héréditairement. Or les scientifiques qui pratiquent cette science affirment clairement qu'on ne peut nullement déduire de l'étude des gènes,

des affirmations péremptoires sur le rôle de l'hérédité sur les facultés intellectuelles. Cela n'empêche pas pour autant les nouveaux droitiers d'écrire: «Les différences génétiques expliquent 80% des différences du quotient intellectuel, les 20% restants devant rester attribués à l'environnement. Il s'agit là d'un fait incontestable.» (6)

Concernant l'éthologie, la Nouvelle Droite s'appuie notamment sur les travaux de Conrad Lorenz. Celui-ci a montré, à partir de ses observations qu'il a effectuées, que les animaux ne sont pas une machine, commandés par un pur instinct mais qu'il existe toute une symbolique dans leur comportement: détermination du territoire, hiérarchie, parade sexuelle... A partir

de là, va se développer principalement aux Etats-Unis ce qu'on va appeler la «socio-biologie», qui consiste à faire dériver le comportement des hommes en société du comportement animal. Certains «socio-biologistes» américains n'ont pas hésité du reste à déclarer que la guerre, le nationalisme ou les divisions sociales ne sont que les équivalents humains du comportement animal et auraient été fixés dans l'espèce (7). Comme le déclare sans hésiter, le PFN: «Jamais autant qu'aujourd'hui, les données scientifiques les plus récentes n'ont démontré l'importance, dans le processus de formation de la vie, des notions d'ordre, de sélection, de hiérarchie. De ces notions que précisément nous revendiquons comme base de notre société.» (8)

Libération et la Nouvelle Droite : fascination

«Alain de Benoist, je l'ai en face de moi, dans un petit restaurant de la Place des Vosges. Il aime beaucoup Libé m'explique-t-il, il partage beaucoup les remises en question avec nous. Et il ne s'agit plus de cette vague «estime d'homme à homme» qu'ont les extrémistes les uns pour les autres, encore qu'elle joue à présent non comme simple revendication de l'appartenance à la même aristocratie, celle des esprits libres. Pendant qu'il énumère nos points d'accord, et leur liste est impressionnante, je songe à ces relations entre adversaires qui s'estiment, qu'il tient à instaurer avec moi. Quelque chose comme le partage des territoires entre mâles dominants dans cette éthologie animale qu'il cite volontiers... Hier soir, pour la première fois, j'ai essayé de parler «Nouvelle Droite». Mon amant d'un soir avait le Nouvel Obs sur son lit. Je lui ai parlé en «éthobiologue» comme je lui aurais parlé «gauchiste» il y a quelques années, simplement parce que c'était plus «coupant».

plus «aigu»... Et ça ne marchait que trop bien. Cela m'a fait froid dans le dos. Sous les vernis d'une gentille petite folle humaniste perceait une surhomme, le «destin» génétique... Je me suis arrêté, confus, sur le point de lui faire accepter l'existence d'une aristocratie génétique... Si nous refusons de penser la mort de l'humanisme traditionnel, d'autres le feront à notre place... Prenons garde qu'un jour, nous nous faisons défoncer le crâne à coup de barre de fer, par des gens dont nous n'aurons même pas la consolation de nous dire qu'eux, du moins, ils ne pensent pas».

Guy Hocquenghem, *Libération* du 3 et 6/7/79

Cet article intitulé «Contre, tout contre la Nouvelle Droite» et qui présente complaisamment la Nouvelle Droite en soulignant principalement d'après l'auteur les problèmes réels qu'elle soulève a provoqué de nombreuses protestations des lecteurs de *Libération*.

La prétention à la scientificité de la Nouvelle Droite ne peut alors manquer d'apparaître comme un argument d'autorité, la tentative de justification d'un discours politique de type fasciste. Les nouveaux droitiers ont, du reste, une manière significative d'utiliser les citations et de répéter sans cesse qu'il s'agit de «faits prouvés incontestables» sans le démontrer le moins du monde: ils agitent l'étiquette «attention Science» en espérant que cela fera taire les objections. Cette méthode, à vrai dire n'est pas nouvelle: les fascistes ont toujours tenté de s'appuyer sur les sciences de leur époque, en les interprétant à leur manière, pour justifier le racisme.

Le nouveau climat giscardien

Pour développer ses thèmes, la Nouvelle Droite a bénéficié de fait de tout un climat idéologique nouveau, introduit par le giscardisme. En effet, avec la venue de Giscard au pouvoir, on a vu tout d'abord se développer une certaine remise en cause (amorcée sous Pompidou) du jugement jusqu'alors porté par la bourgeoisie en place, sur la période de l'occupation. Ainsi s'est développée, dans la littérature comme dans le cinéma, une justification de la collaboration et du nazisme, expliquant celui-ci à partir de facteurs psychologiques (cf les films *Portier de la nuit* ou *Lacombe Lucien*). La télévision giscardienne s'est même permis d'organiser un débat sur le

thème de la responsabilité ou non du Maréchal Pétain; et plus récemment, certains en sont venus à remettre ouvertement en cause l'existence-même des camps de concentration. Autant de faits qui étaient difficilement pensables du temps du gaullisme dans la mesure où celui-ci tenait à maintenir une certaine image de la résistance incarnée par lui.

Mais surtout, les thèmes de la Nouvelle Droite vont être largement propulsés dans les médias au moment même où une offensive importante est développée contre le marxisme et l'idée du socialisme. Lorsqu'on examine la manière dont cette Nouvelle Droite est apparue au grand jour, on peut constater qu'elle est venue relayer de fait, dans l'actualité immédiate, une idéologie différente, qui se présentait également sous le label de la nouveauté: «La nouvelle philosophie». Il ne s'agit nullement d'amalgamer ces deux courants idéologiques: la «nouvelle philosophie» débouche sur l'introduction de la perspective morale, voire religieuse, dans le domaine politique, et en affirme la primauté, sur ce point sa démarche s'apparente à celle de Camus. Elle vient à la rescousse du «libéralisme avancé» en présentant la démocratie bourgeoise, comme un moindre mal, défendant les Droits de l'Homme face au totalitarisme qui serait nécessairement engendré par la révolution. Mais la «nouvelle philosophie» a contribué à développer le relativisme et le scepticisme. Elle a martelé systématiquement des idées simples aujourd'hui largement reprises par les médias et qu'on tend à présenter comme



Le professeur Debray-Ritzen, donne un rôle déterminant à l'hérédité génétique en matière de quotient intellectuel.

des évidences: le socialisme c'est le goulag, c'en est fini des systèmes et des idéologies... Mais surtout, c'est l'idée même de la rationalité qui a été remise en cause. La science, le réel, l'histoire, ne seraient que des «figures du pouvoir». La non-reconnaissance de l'objectivité même du réel, de son caractère rationnel «pas de réel, pas d'histoire, qui échappe au pouvoir» laisse alors la porte ouverte et offre un terrain favorable à toutes les idéologies mettant au premier plan la volonté de puissance et le culte des héros.

C'est dans ce contexte idéologique précis, que la Nouvelle Droite a pu tenter une certaine percée. Elle reprend à son compte tout ce qui attaque le marxisme, et si elle le présente caricaturalement comme une espèce de «religion laïcisée» qui ferait de l'homme un «appendice d'un processus économique» et qui réduirait la marche de l'histoire à un scénario implacable, c'est pour aussitôt affirmer que «l'homme est l'étalon et la mesure de toute chose» et qu'une «volonté forte» peut faire «rouler l'histoire» dans n'importe

quelle direction, ou plus exactement dans celle qu'elle s'est fixée: c'est ce que déclare clairement Pauwels: «Voilà une clef pour la crise actuelle des idées: poser plutôt l'histoire comme une sphère susceptible de rouler à tout moment dans n'importe quelle direction sous réserve qu'une volonté assez forte lui imprime son mouvement et compte tenu des processus dont elle est le lieu... Et si parfois, l'histoire paraît proposer une direction, je ne vois pas du tout pourquoi nous ne pourrions pas lui en assigner une autre. Pourquoi ne pas observer, par exemple, que la monarchie est une idée neuve en Europe, et que le pouvoir présidentiel en France peut être conçu comme l'exercice d'une monarchie élective...»

- 1) Déclaration au journaliste de Libération du 5/07/79
- 2) Cité par Libération le 5/07/79
- 3) Par exemple L'anti Egalitarisme, L'appel à l'Elitisme et à la Science, Biologie et Ethologie
- 4) Interview de Louis Pauwels à L'Aurore du 6/07/79
- 5) Louis Pauwels dans L'Aurore du 6/07/79
- 6) extrait de la Politique du vivant, livre du Club de l'Horloge
- 7) A noter que les travaux de Lorenz lui-même ne sont nullement exempts d'ambiguïté, voir à ce propos la dernière partie de son livre L'Aggressivité où il explique le développement de l'agressivité et la guerre par l'agressivité humaine
- 8) Préface de la brochure idéologique du PFN rééditée en 1978 Propositions pour une nation nouvelle

Le Figaro Magazine et le culte de l'élite

«Les sciences de la vie révèlent la nécessité d'une hiérarchie des individus dans toutes les sociétés animales avancées, comme dans les sociétés humaines». (Louis Pauwels, directeur du Figaro Magazine).

«La Nouvelle Droite veut restituer le sens aristocratique de la vie et de l'homme. Mais que veut dire «aristocratie»? Cela signifie le gouvernement des meilleurs, et non pas l'abandon des responsabilités. Il n'y a pas de démocratie solide qui ne donne pas aux hommes le goût et la volonté de vouloir être des meilleurs» (Interview de Louis Pauwels dans L'Aurore du 6/7/79).

L'article d'Alain de Benoist dans le Figaro du 9 juin 1979 se termine par la citation suivante: «Les hommes sont aussi différents que possible. Il n'y a pas une espèce animale où les spécimens sont aussi différents que dans l'espèce humaine. Toute la culture entre les hommes est fondée sur l'inégalité entre eux».

Numéro du Figaro Magazine du 10/2/79: Juxtaposition de photographies mettant en regard des «détenus de Buchenwald morts du typhus», et des «Allemands brûlés vifs sous les bombes au phosphore de l'aviation anglaise».

Un nouvel emballage pour des thèmes éculés

Le GRECE (Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne) a été créé en 1968 par d'anciens étudiants fascistes des groupes «Jeune Nation» et surtout «Europe Action» dont Alain de Benoist chef de file actuel de la Nouvelle Droite était membre. Patrice de Plunkett, est le seul qui à la création venait du courant monarchiste.

Constatant que la droite comme «famille de pensée s'est, jusqu'à ces dernières années du moins, trouvée fort dépourvue en matière de système de pensée», le GRECE se veut le «creuset intellectuel» d'une doctrine renouvelée. Son ancien président Jean-Claude Valla indique: «L'action que nous avons entreprise peut, au sens le plus large, être située dans la mouvance spirituelle de ce qu'on tend à appeler la droite».

Le GRECE : du côté des forêts celtiques

Le XIII^e Congrès du GRECE qui s'est déroulé le 10 décembre 1978 avait pour thème «Le GRECE prend le relèves», il a été ouvert par Jean Haudry, professeur à l'université Jean Moulin de Lyon, directeur des recherches à l'Ecole pratique des Hautes Etudes. Au cours de ce colloque, le nouveau secrétaire général Pierre Vial maître assistant à l'université de Saint-Etienne devait déclarer: «La conception que veut incarner le GRECE puise ses

origines au plus profond du passé européen, ou plus exactement — pour être précis — du passé indo-européen. C'est à Athènes, à Persépolis, à Rome et dans les forêts celtiques que nous allons chercher nos modèles. Ces modèles, ils nous proposent une éthique et une esthétique que l'on peut résumer par un mot: elles sont héroïques».

Le GRECE a organisé de nombreux cercles d'études et de débats sur des thèmes très significatifs: «L'agressivité est-elle nécessaire à la vie?» (décembre 1970), «Les maladies mentales sont-elles héréditaires?» (décembre 1972), «Des élites pour quoi faire?» (janvier 1975), «Les Indo-européens» (mars 1975), «Contre les idéologies dominantes, la riposte de l'intelligence» (Conférence de Louis Pauwels, mai 1976), «Les surdoués» (mai 1976)...

Du Club de l'Horloge au Figaro Magazine

Le GRECE va tenter une ouverture vers la «droite libérale» en créant le «Club de l'Horloge» présidé par Yvon Blot (RPR) et qui réunit des hauts fonctionnaires sortis de l'«X» ou de l'ENA. Le Club de l'Horloge sera du reste présenté par le Figaro Magazine comme le réservoir des futurs cadres politiques de la majorité. D'autre part la revue la Nouvelle Ecole prendra un soin particulier pour que sa filiation avec le GRECE ne



Quelques éminences du Club de l'Horloge, présidé par le RPR Yvon Blot (à gauche).

soit pas manifeste, elle se présentera comme une revue «scientifique» et elle trouvera un comité de patronage «honorable». Michel Droit,

Jean Cau, Georges Dumezil, Thierry Mautner... Alain de Benoist et ses amis ont d'abord collaboré de manière privilégiée aux revues

Spectacle du Monde et Valeurs Actuelles, organes du groupe de presse de Raymond Bourjain devenu sénateur CNIP (Centre National des Indépendants de Progrès) de Paris. Mais des contradictions vont apparaître: les nouveaux droitiers se prononcent en effet «contre» l'impérialisme américain et dénoncent la religion, ce qui n'est pas de mise dans ces journaux «traditionnalistes». Mais c'est avec le Figaro Magazine que les nouveaux droitiers semblent avoir trouvé leur organe de presse. Pauwels, directeur du Figaro Magazine et des services culturels du Figaro va apparaître comme l'autre chef de file de la Nouvelle Droite. L'ex-monarchiste Patrice de Plunkett créateur du GRECE est rédacteur en chef du supplément hebdomadaire du Figaro, Michel Marmin secrétaire adjoint du GRECE est quant à lui journaliste au Figaro.

Pour terminer signalons que le GRECE a fondé en 1976 le GENE (Groupe d'Etude pour une Nouvelle Education) et qu'il semble avoir sa propre maison d'édition: les Editions Copernic, qui ont notamment publié *L'inégalité de l'homme, Race et Intelligence* où on explique les différences de quotient intellectuel entre les races par l'intervention d'un facteur génétique. Thèses liées à la Nouvelle Droite qui s'intéresse également aux travaux du Professeur Debray-Ritzen qui donne un rôle déterminant à l'hérédité génétique en matière de quotient intellectuel.

Giscard dans le Nord-Pas-de-Calais

Indifférence et colère des travailleurs

A quelques mois des élections présidentielles, Giscard a choisi de venir «regarder dans les yeux» le Nord-Pas-de-Calais, une région qui est loin de lui être acquise : la crise s'y fait ressentir avec force, c'est un fief de l'opposition, et même les élus de la majorité lancent des cris d'alarme. En venant ici, Giscard prétend vouloir juger sur le terrain pour «résister à l'épreuve de l'éloignement par rapport à certaines réalités de la vie» (discours de Dunkerque). Mais force est de constater que les réalités les plus dures, il a choisi de les survoler en hélicoptère : l'itinéraire du voyage présidentiel a évité soigneusement les villes où la situation est la plus difficile (Calais : 11,8 % de chômeurs, le bassin minier, Boulogne, le Valenciennois). Il s'est rendu à Dunkerque (municipalité RPR), ville la moins touchée par la crise. A Aire-sur-la-Lys (milieu rural, maire sympathisant giscardien), à Cassel (petite ville essentiellement touristique à municipalités de droite et dans deux grandes villes dirigées par le PS : Lille et Arras.

«Je viens dans le Nord pour m'informer et aussi pour apporter des réponses» avait déclaré Giscard, qui avait même ajouté «vous ne serez pas déçus». En fait, dans ses discours, Giscard a beaucoup parlé de la solidarité nationale, de l'unité nécessaire pour résister à la crise, de la grandeur d'âme et du courage

des gens du Nord. Mais ses réponses sont d'un grand flou.

Une opération charme en direction du PS

Si Giscard n'a pas vraiment regardé la région au fond des yeux, il a par contre multiplié les clin d'œil à l'égard du PS, dans une région où ce dernier est très fort et où ses contradictions avec le PC sont très vives. A Lille d'abord où, en réponse au discours d'accueil prononcé par Mauroy, il a déclaré «la démocratie française doit être fondée sur le dialogue». Il s'est par ailleurs félicité de cette rencontre, soulignant qu'il était le premier président de la cinquième république reçu à la mairie de Lille, alors qu'en 1959, le socialiste Augustin Laurent avait refusé de recevoir le Général de Gaulle. Mais c'est à Arras que les appels au PS ont été les plus clairement affirmés. Dans son discours, Giscard a longuement rendu hommage à Guy Mollet qui fut pendant 30 ans le député d'Arras. Après avoir rappelé que Guy Mollet avait accepté en 1958 de participer au gouvernement du Général de Gaulle, «en se rangeant derrière l'homme dont il n'approuvait pas la politique, mais qui était alors le seul rassembleur de l'unité nationale» Giscard a conclu en souhaitant que le successeur de Guy Mollet en fasse autant, un jour. Le PS a accueilli avec prudence ces appels du pied.

Certes, Darras, le député maire rocardien de Liévin s'est rendu à l'Élisée en juillet et n'a depuis, cessé de proclamer sa certitude que ce voyage apporterait des mesures importantes pour la région, inspirées des propositions qu'il avait lui-même faites à Giscard. De là à affirmer comme le fait le PC dans toutes ses interventions, que le consensus est réalisé, il y a encore du chemin. Les discours souvent sévères prononcés par les élus socialistes à l'égard du gouvernement, «l'Internationale» chantée par les socialistes à la mairie de Lille et sur la place d'Arras, montrent que le PS n'est pas prêt à renoncer à l'image de gauche qu'il a dans la région.

Riposte limitée par les divisions syndicales

Dans l'ensemble, les appels aux débrayages ou à la grève de 24 heures ont été très peu suivis et les manifestations ont rassemblé peu de monde (4 000 personnes à Lille pour une manifestation régionale, un millier à Dunkerque, un millier à Arras). Le poids de la crise dans cette région très fortement marquée par l'échec de la lutte des sidérurgistes de Denain, le sentiment très répandu chez les ouvriers que cette visite n'apporterait rien de nouveau, mais surtout les divisions syndicales CGT et CFDT expliquent en grande partie les faiblesses de la mobilisation. En effet, alors que

le 23 septembre, la CGT et la CFDT ET LA FEN avaient élaboré un texte commun appelant à 48 heures de lutte avec arrêts de travail et manifestations, la CGT prend prétexte que la FEN a demandé audience à Giscard pour refuser la publication de l'accord. Elle exige que la CFDT condamne publiquement l'attitude de la FEN comme collaboration de classe. L'URI CFDT refuse de se plier à cette condition mais fait part de son désir de poursuivre les discussions avec la CGT. Dès le lendemain, c'est le coup de force. La CGT annonce qu'elle manifesterait seule. Les ponts sont définitivement coupés, on assiste à deux séries de manifestations : d'un côté, la CGT avec le PCF, à Lille, Dunkerque, Lens et Arras, de l'autre la CFDT à Roubaix, Lens, Valenciennes, Calais. Dès lors, la mobilisation sera rendue encore plus difficile dans les usines, même là où, comme à la Lainière de Roubaix, les sections syndicales CGT et CFDT ont appelé en commun à 24 heures de grève. Les syndicalistes sont unanimes, partout il aura été très difficile d'étendre la mobilisation au-delà des militants.

La colère face à Giscard

A Dunkerque, à l'appel de la CGT et du PCF, 1 000 personnes se rassemblent. Dès le début, la manifestation part en tournant le dos à Giscard et après un arrêt au monument aux morts récemment saccagé, continue vers la Belgique. Une centaine de manifestants quitte alors la manifestation aux cris de «Giscard n'est pas en Belgique» et retourne vers le centre où Giscard fait son discours. Ils sont bientôt rejoints par le reste de la manifestation. Le ton monte, les slogans fusent face aux nombreux flics qui barrent l'accès de la place.

Les manifestants, parmi lesquels les militants du PCF, veulent avancer. Le service d'ordre de la CGT et des élus du PCF s'interposent. Des brassards du SO-CGT sont arrachés ainsi que l'écharpe tricolore de Hellers, sénateur PCF du Nord. A trop brandir le langage de la lutte dure, le PCF ne risque-t-il pas d'en subir les retombées ?...

A Arras, 1 000 personnes à l'appel de la CGT et du PCF venant de la région de Lens, Béthune, Arras (parmi lesquels

les filles de Coframaille). La manifestation arrive sur la place où parle Giscard, l'«Internationale» et les slogans contre le chômage l'obligent à interrompre le discours officiel.

Sous prétexte de manifester là où se posaient les vrais problèmes, la CFDT avait décidé d'éviter les endroits où se trouvait Giscard, et d'aller à Roubaix, Valenciennes, Calais et Lens. A Roubaix, lors du rassemblement, le moral était plutôt bas : on se sentait peu nombreux et beaucoup de militants auraient préféré être à Lille, face à Giscard. Comme prévu, en cortège de voitures, les manifestants se rendent à Lille, bloquent le périphérique, entrent dans Lille, puis improvisent une manifestation très offensive aux cris de «contre Giscard, unité syndicale», «pas de discours, des emplois».

A Lille, la voie de l'unité était aussi présente dans la manifestation CGT-PCF. 4 000 militants de la CGT et du PCF ont vu la question de l'unité directement posée dans leur manifestation par une centaine de personnes, regroupées derrière des banderoles unitaires CGT-CFDT (communaux de Lille, le CHS de Lommelet, l'IUT des carrières sociales). Ces manifestants étaient signataires d'un «appel pour une riposte unie» lancée par des militants CGT-CFDT-FEN, qui avait recueilli plus d'un millier de signatures. Ils diffusaient cet appel dans la manifestation, convoquaient à un meeting, après la manifestation, sur le problème de l'unité. La diffusion s'est heurtée à l'agressivité de militants CGT. Dans les discussions, les attaques contre le «recentrage» de la CFDT revenaient en force, les gars donnaient des exemples vécus dans leurs boîtes, et bien entendu la position de la CFDT de ne pas manifester à Lille mais à Roubaix, n'aidait pas à éclaircir la situation... Le soir, le meeting pour l'unité d'action a réuni 150 personnes avec une forte composante CFDT. Deux courants sont apparus : l'un qui veut mettre à profit cette initiative, pour recoller l'Union de la gauche, l'autre qui refuse cette perspective et met au premier plan la construction de l'unité d'action. On s'est quitté sur l'idée de ne pas en rester là et d'organiser prochainement une fête pour l'unité.

Correspondant

Les réalités du Nord-Pas-de-Calais

Le Nord-Pas-de-Calais, 4,5 millions d'habitants, autrefois première région industrielle de France, est aujourd'hui au premier rang des régions frappées par la crise et le chômage. (9% de chômeurs dans le Pas-de-Calais, 8% dans la région contre 6,1% de moyenne nationale). Les trois piliers industriels qui faisaient la prospérité passée (le charbon, le textile, la sidérurgie) connaissent de très graves difficultés :

— Le charbon : 145 400 emplois dans les Houillères du Nord en 1955, 93 600 en 1968, 32 400 en 1979. Une production de 29 millions de tonnes en 1959, et de seulement 5 millions de tonnes en 1979. La perspective de la fermeture du bassin prévue pour 1982-85 avant le sursis annoncé par Giscard s'accompagne d'une remise en cause des avantages des mineurs en particulier de la sécurité sociale minière, avec la liquidation d'un certain nombre de caisses de secours (là-dessus, silence de Giscard).

— Le textile employait 121 000 personnes en 1968, n'en emploie plus que 78 900 en 1979. 4 000 emplois supprimés par an depuis 6 ans et aujourd'hui, la crise s'aggrave.

— La sidérurgie : un effectif de 151 000 en 1975, 43 000 en 1979. Dans la région, la restruc-

turation a fait mal : 8 000 emplois supprimés en 4 ans, surtout à Denain (5 000) à Trith-Saint-Léger (Valenciennes) et à Paris Outreau (Boulogne). Reste le point fort de l'industrie régionale, le gigantesque centre sidérurgique d'Usinor Dunkerque, avec ses 25 kilomètres carrés, sa sidérurgie sur l'eau, ses coulées continues et ses quelques 10 000 travailleurs. Ce n'est pas un hasard si Giscard a choisi de se rendre à Dunkerque, sans doute le secteur industriel le mieux loti... Pourtant, le géant Usinor Dunkerque donne des signes de faiblesse : incapable de fournir des emplois aux jeunes de Dunkerque (où le chômage a été multiplié par trois en deux ans), Usinor vient de débaucher ses 400 intérimaires et on y annonce du chômage technique pour la fin de l'année.

Quant à la «reconversion» elle est loin d'avoir permis de réemployer les ouvriers du secteur en crise, et de créer des emplois pour les jeunes : beaucoup de petites usines textiles ou métallurgiques qui s'étaient installées dans les corons, dans le cadre de la reconversion, ont fermé leurs portes quelques années plus tard, le temps d'empocher la prime d'installation. Il n'est pas rare de trouver aujourd'hui des mineurs reconvertis une pre-

mière fois en sidérurgistes, se retrouver au chômage ou menacés de licenciement ou de mutation.

Pièce maîtresse de la reconversion, l'automobile a connu un net développement dans la région (4 000 emplois en 1968, 30 000 en 1979 dont 7300 à Renault Douai et 4100 à la Française de Mécanique à Douvrin) mais de ce côté, l'avenir est très limité (quelque 2 000 emplois seulement prévus d'ici fin 1982) et l'automobile se révèle incapable d'assurer la relève des industries traditionnelles.

Autre secteur en développement, le tertiaire a créé 187 540 emplois en 20 ans surtout dans les gros centres urbains (Lille, Lens). Pourtant la région est déficitaire de 6 000 à 7 000 fonctionnaires surtout dans les domaines de la santé, de l'équipement et de l'éducation.

Le Nord est aussi une grande région agricole, la troisième de France. Dans l'agriculture, la crise est moins criante, pourtant 100 000 personnes ont quitté la terre entre 1954 et 1975.

Autre activité traditionnelle, la pêche industrielle connaît aussi de sérieuses menaces que le conflit des marins pêcheurs de Boulogne a cruellement mis en lumière cet été.

Abonnez-vous à Pour le Socialisme



20 numéros 100 F. 1 an : 200 F.

Horizon 90 : le «projet socialiste»

Par Jean LERMET

(2) La nostalgie du Programme Commun

Dans notre numéro de la semaine dernière, nous avons examiné la partie internationale du «Projet socialiste». Ce document du PS, disions-nous, ne pouvait échapper à certaines ambiguïtés, dans la mesure où il résulte d'une alliance difficile entre le courant mitterrandiste et le CERES. Dans ce numéro, nous abordons la question de la voie de passage au socialisme telle que la voit la coalition qui dirige ce parti.

«La revendication autogestionnaire ne se développe pas sur la comète mais dans une société de classes, celle de la France des années quatre-vingts. Le pouvoir n'est pas une substance diffuse fractionnée en millions de petites molécules qui seraient autant de «pouvoir» indépendants. Il y a une unité du «pouvoir» qui procède de la domination d'une classe sociale sur toutes les autres. Dès l'origine, la «question de l'Etat» a été au cœur du Projet socialiste : la conquête du pouvoir n'est pas la condition suffisante de l'ouverture d'un processus de transition au socialisme, mais elle en est la condition nécessaire. Dans le pouvoir d'Etat, le mouvement ouvrier a toujours su reconnaître l'instrument d'une domination de classe et de la perpétuation de celle-ci dans l'ensemble du corps social». (1)

La citation est un peu longue, mais elle a le mérite de bien situer un thème qui court tout au long du texte adopté par la Convention nationale du PS en janvier dernier. Affirmation du caractère central, donc décisif, du pouvoir d'Etat ; affirmation de son caractère de classe ; identification entre prise du pouvoir et prise du pouvoir d'Etat ; ces thèses sont connues pour être celles du CERES, et l'attaque contre la conception du «milliers de pouvoirs indépendants» vise à l'évidence les thèses rocardiennes. «Les socialistes ne sont ni étatistes, ni anti-étatistes» (2), affirme un peu plus loin le *Projet socialiste*. Encore peut-il être utile de mesurer dans quelle mesure ils sont, selon ce texte du moins, plutôt l'un ou plutôt l'autre. Et voilà bien longtemps qu'ils n'avaient pas accordé pareille place à l'Etat dans leur projet politique. Voyons sur quel terrain cette réalité se manifeste.

Tout d'abord, dans le domaine économique : «La nationalisation des groupes dominants de l'économie demeure en particulier une des conditions préalables essentielles du renversement durable du rapport de forces entre les classes et de la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement» (3). C'est dans le «programme de gouvernement du Parti Socialiste», adopté en 1972, à la veille de la signature

du programme commun, que ce thème était apparu pour la première fois de façon aussi marquée. Le texte de 1972 ayant servi à préparer la signature du programme commun, et celui-ci étant désormais enterré, on pouvait se demander quel sort allait désormais lui réserver le PS. D'après le *Projet socialiste*, il apparaît qu'il persiste, avec la même vigueur.

Nationalisations : encore plus

En particulier, on se souvient qu'en 1977-1978, lors de la querelle sur la «réactualisation» du programme commun, deux questions avaient figuré parmi les pierres d'achoppement : celle de l'extension des nationalisations, et celle des modalités d'indemnisation des actionnaires. En ce qui concerne le premier point, le *Projet socialiste* stipule aujourd'hui : «Le secteur public sera élargi aux groupes visés par le programme commun et plus généralement s'étendra aux activités qui commandent l'indépendance technologique du pays, qui vivent pour l'essentiel des aides et remboursements publics ou qui sont dominés par un centre d'accumulation capitaliste jouissant par là-même d'une véritable situation de monopole national». (4)

La formule : «Tout le programme commun, et rien que le programme commun» sur laquelle Mitterrand avait campé face à Marchais voici trois ans, semble donc aujourd'hui dépassée : une extension plus générale que celle du texte signé par les partenaires en 1972 est prévue. Elle touche notamment («activités vivant pour l'essentiel des aides et remboursements publics»), un secteur comme celui de la sidérurgie, à propos duquel le PCF criait en 1977 au scandale sur le refus du PS d'en accepter la nationalisation pure et simple. De même, après l'absorption par Peugeot de tout le reste de l'automobile française non-nationalisée, il semble bien que ce secteur soit aussi visé par la dernière formule («centre d'accumulation jouissant d'un véritable monopole national»). On peut en juger par l'importance de ces deux branches : les nationalisations supplémentaires impliquées par le *Projet socialiste* sont loin d'être anodines.

Deuxième point : l'indemnisation. Une petite phrase apparemment innocente du *Projet socialiste* stipule : «L'indemnisation se fera dans les conditions prévues par le programme socialiste». (5) Bel exemple de continuité dans l'orientation d'un parti politique ! Pourtant, cette continuité a précisément souffert une rupture... lors de la discussion avec le PCF en 1977-1978. C'est alors que, contrairement avec leur programme de 1972, les dirigeants du Parti socialiste avaient proposé un projet d'indemnisation par des titres d'Etat négociables en bourse ; au grand scandale, là encore, du PCF. Cet incident, pour mineur qu'il puisse apparaître, nous semble une bonne illustration de la place occupée par le *Projet socialiste*. En effet, de même qu'en 1972 pour le programme, il a été



rédigé pour l'essentiel par le CERES, dans le cadre d'une alliance dirigeante CERES-mitterrandistes. Dans la bataille préparatoire aux législatives, ces derniers ne s'en sont guère embarrassés. Dans l'hypothèse où Mitterrand serait demain le candidat socialiste à l'élection présidentielle, s'embarrasserait-il plus d'un projet rédigé dans les mêmes conditions ? On peut en tout cas en douter.

Planificateurs

Allant de pair avec des nationalisations étendues, une autre forme d'intervention de l'Etat occupe dans le *Projet socialiste* une position privilégiée : la planification. Elle est fondée sur une critique de l'économie de marché (dont on sait par ailleurs que Michel Rocard s'était fait le défenseur au Congrès de Nantes, en 1977) : «Le marché fait tous les jours la démonstration de son incapacité à accorder les grandes fonctions de l'économie : épargne-investissement, production-consommation».

Aussi le *Projet socialiste* propose-t-il : «Le plan doit être le lieu où les principales décisions d'investissement sont prévues» (6). Instruments essentiels de cette planification : d'une part, le secteur public industriel constitué après l'élargissement des nationalisations. Et, d'autre part, la «Banque Nationale d'Investissement» qui serait créée par la concentration de plusieurs organismes de financement d'Etat actuellement existants. Au reste, pour bien souligner l'importance de la planification, le projet prévoit : «L'importance donnée au rôle du plan impliquera qu'on en fasse un ministère de plein exercice» (7). Certes, le projet affirme : «On planifie les orientations, mais non pas le détail de l'exécution» (8) ; il reste que la description d'un Etat doté de pareils moyens financiers et industriels, et pesant sur les grandes entreprises privées restantes par le moyen d'une planification aussi développée, aurait probablement fait parler de capitalisme d'Etat à bon nombre de dirigeants socialistes, fin 1977-début 1978.

Retouches constitutionnelles

Ainsi tiré du côté des options du CERES pour ce qui est de la

place économique de l'Etat, le *Projet socialiste* apparaît beaucoup plus traditionnellement PS lorsqu'il aborde la question du fonctionnement de cet Etat lui-même : abrogation de deux ou trois articles de la Constitution qui renforcent de manière particulièrement voyante les pouvoirs du président de la République, réforme du Parlement visant à lui ôter son caractère de chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales : voilà à peu près tout ce qui est propre au niveau de l'appareil central. Pauvreté qui n'est pas loin de rappeler celle des théoriciens du PCF, Damette et Schiebling, lorsqu'ils abordent «l'autogestion nationale». En fait, le *Projet socialiste* indique à ses lecteurs que «décentralisation et démocratisation» seront essentiellement portées par la gestion des entreprises nationalisées et l'extension des pouvoirs des collectivités locales et régionales (9). C'est ce qu'il nous faut examiner maintenant.

Le pouvoir dans l'entreprise

En ce qui concerne le secteur public - test des projets que le PS qualifie encore d'autogestionnaires - les modalités de la direction des entreprises n'ont pas varié depuis les thèses sur l'autogestion adoptées en 1975, au niveau du Conseil d'Administration, pour lequel il n'est pas tranché entre trois formules allant de la représentation tripartite classique (Etat-travailleurs-usagers) à l'élection intégrale par les travailleurs. On s'étonnera au passage que cette question n'ait pas évolué en l'espace de cinq ans. En revanche, on notera une apparition et une disparition. D'une part, le projet prévoit des conseils d'unités (à l'échelon des actuels Comités d'Etablissements entièrement élus par les travailleurs, mais ne disposant que d'un «pouvoir consultatif» ; les mêmes limites sont apportées aux pouvoirs du «conseils d'ateliers ou de services» (10). D'autre part, alors que le programme de 1972 préconisait «l'élection de la maîtrise et des cadres» (11), le projet estime aujourd'hui que «les cadres, attachés à juste titre d'initiative, sont appelés à participer activement à l'émergence

de nouveaux rapports sociaux» (12). Maintien de la hiérarchie de commandement, pouvoirs limités confiés aux représentants des travailleurs : ce n'est certes pas par excès de démagogie autogestionnaire que pêche le projet 1980, en regard des orientations connues du PS.

Communes, départements, régions

En ce qui concerne la décentralisation du pouvoir politique, le *Projet socialiste* en reste à des propositions désormais très classiques à gauche : réforme du financement des communes leur conférant un pouvoir de décision effectif, suppression du préfet au niveau des départements, création d'assemblées régionales élues sur lesquelles, tout comme dans les perspectives autogestionnaires du PCF, l'accent est mis avec insistance. Un chapitre particulier est consacré aux associations, qui prévoit de leur accorder certains avantages financiers et un meilleur accès à l'information, sans qu'une place déterminée leur soit assignée dans l'exercice du pouvoir local. Là encore, rien de bien original ne ressort de ce projet.

Et, plus que d'un effort novateur, l'impression générale qui ressort du *Projet socialiste* est bien celle-ci, quant aux propositions qu'il formule un texte ayant pour fonction de confirmer les orientations prises depuis 1972, d'assurer que le PS se définit toujours comme partie prenante d'une authentique union de la gauche : «Le parti socialiste réaffirme son attachement aux grandes orientations du programme commun de gouvernement de la gauche de 1972» (13). Voilà probablement la phrase-clé de ce texte.

1) *Projet socialiste* P. 126
 2) *ibid.*, P. 128
 3) *ibid.*, P. 129
 4) *ibid.*, P. 197
 5) *ibid.*, P. 197
 6) *ibid.*, P. 187
 7) *ibid.*, P. 267
 8) *ibid.*, P. 188
 9) *ibid.*, P. 265
 10) *ibid.*, P. 239-240
 11) Programme de gouvernement du Parti Socialiste, P. 69
 12) *Projet Socialiste*, P. 243
 13) *ibid.*, P. 129

L'attitude des jeunes face au travail a profondément changé, tout le monde est d'accord pour le dire. Combien de fois n'a-t-on pas entendu des jugements au vitriol, accusant les jeunes d'être devenus allergiques au travail, de ne plus savoir ce qu'est un travail bien fait, de ne plus respecter la hiérarchie, et j'en passe. Jugements de «vieux» aigris, qui vous affirment de la même façon qu'il n'y a plus de saisons ? Problème de génération aussi difficile à comprendre qu'une nouvelle mode ? Il ne semble pas. Si «Bof-génération» il y a, en particulier dans le domaine du travail, il ne semble pas que les raisons susceptibles d'expliquer cet ensemble de comportements nouveaux soient très mystérieuses...

Bien des sondages sont pessimistes. Les jeunes ont de moins en moins de «projet de vie» : 22 % préfèrent vivre au jour le jour, alors qu'ils n'étaient que 10 % il y a 10 ans... Les jeunes sont incapables de se projeter dans un avenir professionnel, 27 % d'entre eux n'ont même aucun projet dans ce domaine. Les jeunes sont globalement pessimistes sur leur avenir professionnel : plus de 70 % d'entre eux estiment qu'il se retrouveront un jour ou l'autre au chômage... Alors ?

Une chose saute aux yeux. De plus en plus, ce que connaissent les jeunes à la sortie de l'école, c'est le chômage ou des formes de travail s'en rapprochant, et en même temps une déqualification croissante. Quand ils ont un travail, c'est dans les branches où le niveau des salaires est le plus bas qu'on les retrouve en plus grand nombre. Tout cela a été dit et répété, au point qu'on peut avoir l'impression d'enfoncer des portes ouvertes en le disant une fois encore. Sans doute cela ne suffit-il pas à expliquer dans son ensemble la contestation du travail par les jeunes. Mais on ne peut nier que cette dégradation rapide et visible du travail lui-même et du marché du travail constitue les bases objectives d'un comportement nouveau de la part des jeunes.

Frustrés sur toute la ligne

Frustrés, les jeunes le sont aujourd'hui pratiquement sur toute la ligne, par rapport à toutes leurs aspirations fondamentales.

Prenons l'exemple de la production, de sa finalité. Prenons l'exemple des conditions de travail. Comment imaginer qu'on puisse se satisfaire de reproduire toujours le même geste, d'être

Jeunes : allergiques au travail ?

un maillon sur la chaîne, de ne pas avoir la moindre parcelle d'initiative, de responsabilité réelle dans le processus de fabrication de tel ou tel produit ? Comment ne pas se sentir réduit à pas grand chose, quand on compare le travail qui aboutit par exemple à la mise au point d'un robot pour l'automobile, au travail que n'importe quelle boîte d'intérim vous propose à la chaîne chez Renault ? Ce décalage croissant entre ceux qui conçoivent, ceux qui connaissent d'une part, et ceux qui exécutent de l'autre, est de plus en plus mal ressenti par les jeunes. Quoi d'étonnant s'ils n'ont pas envie de passer leur vie, ou en tout cas une grande partie de leur vie, à des tâches aussi peu enrichissantes ? Quoi d'étonnant dans les réponses que font beaucoup de jeunes quand on leur demande ce qu'ils aimeraient faire s'ils pouvaient réellement choisir. Ils ne disent pas «rien». Ils rêvent de métiers qui les rapprocheraient de la nature, ou de métiers qui leur permettraient réellement de comprendre ce qu'ils font de bout en bout... Un travail où ils ne seraient pas qu'un pion. Mais ils savent bien, pour la plupart d'entre eux, que ce rêve n'est qu'un rêve. Et qu'il leur faudra bien, un jour ou l'autre, se coltiner avec la dure réalité. Et ce jour-là, il n'y a pas de raison qu'ils fassent du zèle, qu'ils se prennent pour des artisans amoureux du travail bien fait...

Diplômés pour quoi faire ?

Autre source de frustration, le fossé de plus en plus grand entre les diplômes, le niveau d'études acquis par les jeunes, et les postes qu'on leur propose. Combien sont-ils, avec en poche un CAP ou un BEPC de ceci ou de cela qui ne leur sert strictement à rien ? Combien sont-ils, dans les centres de tri automatiques de la banlieue parisienne, à taper sur les touches d'une machine PIM, alors qu'ils ont le Bac, et même, ce n'est pas rare, quelques années de fac derrière eux ? Dans les entreprises, alors que bien des jeunes aimeraient trouver une ambiance à peu près correcte, ils se trouvent devant une hiérarchie qui veut les écraser, qui les traite comme des mêmes ignorants et qui bien souvent a moins de diplômes ou de connaissance qu'eux... C'est là encore une source de conflits parfois violents, et du coup, une source d'instabilité dans l'emploi. Plus peut-être qu'un travailleur plus ancien, un jeune n'hésitera pas à dire ses quatre vérités, ou à prendre son compte pour ne pas avoir à supporter cette situation... Quitte à la retrouver ailleurs, quitte à recommencer. Parmi les raisons invoquées par les jeunes ayant «choisi» l'intérim, ou les petits boulots, ce problème revient très, très souvent.

Le travail, c'est la paie

Devant le mur édifié par toutes ces réalités pas faciles à détruire, la réaction la plus générale n'est

pas de refuser le travail en bloc, mais de lui dénier pratiquement toute valeur. Non pas parce que tout travail serait abrutissant par nature, mais parce que celui qui les attend concrètement n'a rien à voir avec celui qu'ils aimeraient. Il ne reste guère au travail qu'une valeur alimentaire, contrainte et forcée.

Et le reste ?

Mis dans une situation où il est devenu bien difficile d'être satisfaits de leur travail, les jeunes essaient de trouver ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas à l'entreprise. «Ne pas perdre sa vie à la gagner», ce mot d'ordre syndical reflète assez bien leur état d'esprit. Beaucoup veulent échapper à ce monde monotone du travail, le plus longtemps possible. Ils veulent un peu voyager, faire ce dont ils ont envie, avant de s'enfermer dans une entreprise. C'est la ronde des trente-six boulots dont on n'attend rien d'autre qu'un peu d'argent pour faire autre chose. Les boulots les plus ingrats, les plus déqualifiés, et souvent les plus mal payés, mais qu'importe à la limite. C'est l'intérim, auquel ont recours de plus en plus de jeunes, à la fois parce qu'ils ne trouvent rien d'autre, et parce que l'un dans l'autre, ils y trouvent provisoirement leur compte tout en le détestant comme système.

Un sursis

Ce «sursis», que nos gouvernants songent à institutionnaliser en cette période de crise, c'est quelque chose de nouveau. Il n'y a pas si longtemps, à 13 ou 14 ans, c'était l'usine ou un autre travail. Aujourd'hui, il faut de toutes façons aller à l'école jusqu'à 16 ans. «Vers 1950 encore, une majorité de jeunes entraient dans la vie active à 14 ans. Beaucoup n'avaient même pas le choix du point d'entrée : enfants d'agriculteurs restant à la ferme jusqu'au moment du service militaire ou de la majorité, enfants d'artisans et de commerçants apprenant le métier auprès des parents. D'autres connaissaient l'apprentissage ou le travail salarié précoce. L'adolescence était vécue dans le travail, la longue période de maturation, de découverte de soi et des autres, l'expression des désirs et des refus étaient ainsi liés à l'activité dans les entreprises, qui, tout autrement qu'aujourd'hui sans doute, faisaient un place au jeune comme tel». (J. Vincens, *Le Monde* du 16/3/78).

Le travail fixe, c'est un peu la fin de la jeunesse

Cette prolongation de la scolarité ne signifie certes pas que les jeunes restent plus longtemps hors des problèmes. Au contraire. Le choix d'un travail, d'un style de vie, c'est à eux de l'assumer dans une bien plus grande mesure que par le passé.

Drôle de choix

4 classes de LEP : deux de mécanique générale préparant à être ajusteur-fraiseur, une à la menuiserie, la dernière à la chaudronnerie. Quand on demande aux élèves de ces classes s'ils ont choisi volontairement leur section, environ la moitié répond oui. L'autre moitié donne des réponses très diverses. Sur 43 élèves de mécanique générale 7 auraient voulu faire de la mécanique-auto, un de l'électrotechnique, un de l'électromécanique, un chauffeur routier, un électromécanicien... Parmi ceux qui sont en section menuiserie, 12 disent avoir choisi cette section, un aurait aimé faire de l'électricité, dix ne répondent pas, mais n'ont pas choisi... Dans la section chaudronnerie, 4 seulement ont choisi. Les huit autres auraient voulu faire de la sérigraphie, de la plomberie, de la mécanique générale, de l'électromécanique, de la menuiserie...



Sortie de l'école : chômage et déqualification accrus

Le tableau ci-après donne des éléments sur le devenir des jeunes ayant un niveau de CAP ou de BEP, à deux dates : la première en 1973, avant la crise donc, et la deuxième en 1978, en pleine crise. Ces chiffres montrent une dégradation extrêmement rapide. Le nombre de jeunes qui tombent dans le chômage à la sortie de l'école, le nombre de jeunes qui trouvent un emploi non qualifié ont nettement augmenté en cinq ans.

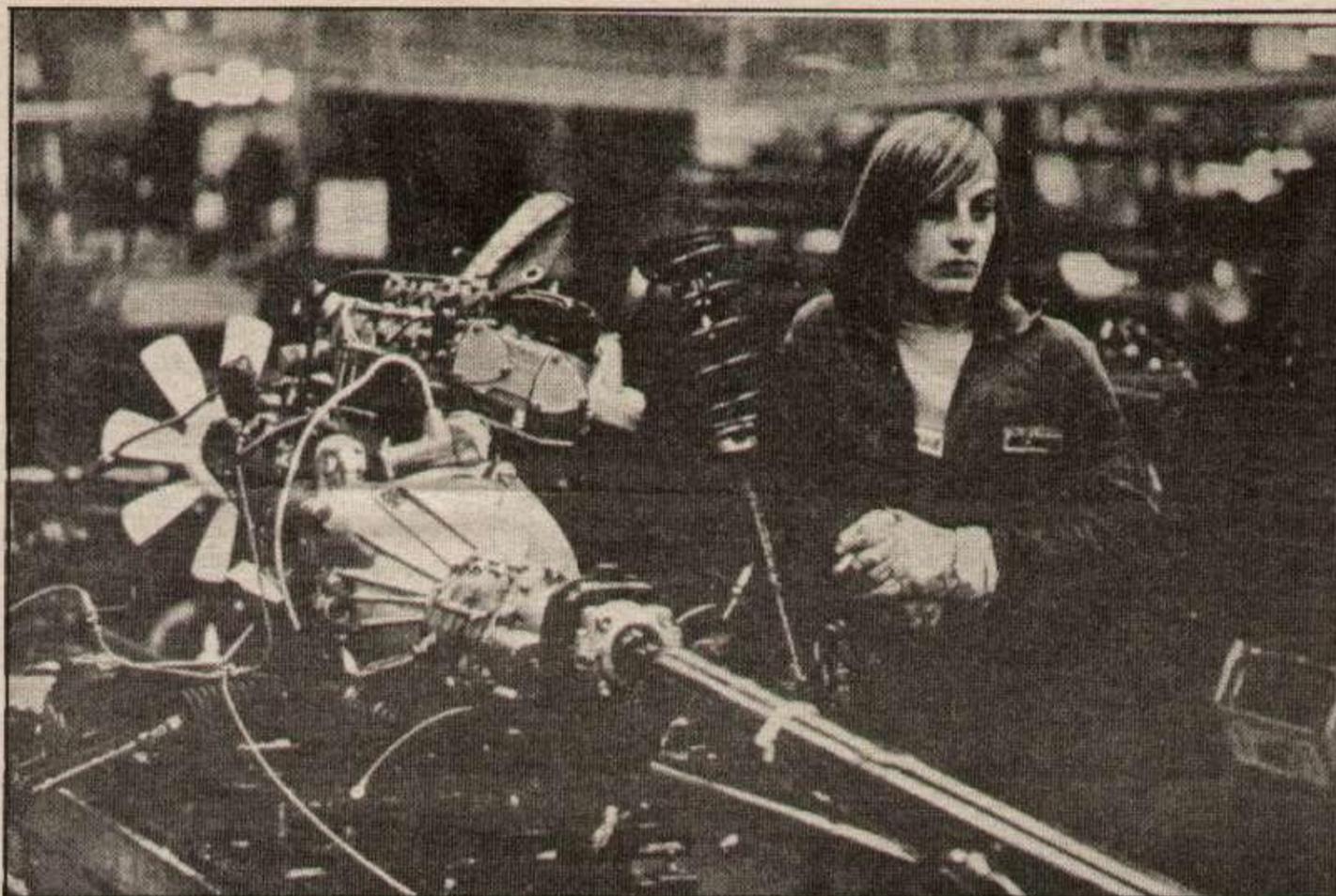
	1973	1978
Sorties vers l'emploi	118 371	125 543
Sorties vers le chômage	13 329 (10 %)	43 450 (25,7 %)
Prises d'emploi non qualifiées	30 398	48 955
ouvriers non qualifiés	22 400	32 425
employés non qualifiés	7 998	16 530
Pourcentage des non qualifiés par rapport aux occupés	25,7 %	39 %

Dans une école de formation, la peur du chômage et d'un travail monotone en usine

Paris, une école de formation interne à une grande entreprise nationale. On y rentre sur concours, on y reste en principe plusieurs années, 3 ou 4 ans. On est payé pendant ces études, et en principe placé en fin de parcours. Nous avons demandé à une trentaine de ces jeunes pourquoi ils avaient choisi ce type de formation, ce qu'ils en attendaient. Leurs réponses se recoupent largement.

Presque tous indiquent que c'est pour essayer d'échapper au chômage, le nom même de l'entreprise en question «représente» pour eux «la sécurité». «Avoir une place sûre dans le marché du travail», «avoir un emploi garanti à la sortie de l'école», «possibilité de placement», «un boulot par la suite», «emploi assuré en fin d'études», «avoir une situation stable», «avoir un métier et espérer ne jamais connaître le chômage».

Ce qu'ils attendent principalement du travail, c'est «la paie à la fin du mois», sans la chiffer de façon précise. Ils souhaitent avoir un travail intéressant, qui leur permettra d'avoir des relations sociales, mais ils doutent que cela soit facile, ou même possible dans une usine. «J'aimerais un travail intéressant, permet d'être motivé. Un travail varié pour éviter toute monotonie, qui à mon avis anéantit un homme. Je me vois mal faire le même boulot pendant 20 ans... Il faut se dire qu'on doit travailler pour vivre correctement, alors autant que ce soit agréable». Et le même : «Le travail est oublié à cinq heures, il sert à gagner le casse-croûte. Je n'en attends pas de relations sociales hors du travail». Un autre : «Ça me gêne de travailler à l'idée qu'il faut travailler pour survivre». Un autre encore : «A part le fait qu'il me permettra de manger, je crois plutôt que c'est une obligation. Le boulot est un ennui pour moi» ou encore : «J'aime travailler, mais pas trop. Les loisirs sont plus importants». Ils font des stages dans l'usine, et leurs commentaires ne sont pas très favorables ; pour ceux qui en font : «J'ai été surpris désagréablement par l'usine, et plus tard, je ne pense pas y rester... «J'aimerais faire cuisinier pour sortir de l'usine... «J'aimerais être garde chasse, on n'importe quel travail où on n'est pas obligé d'être enfermé». Et presque tous disent que s'ils avaient le choix, ils y consacraient «de moins de temps possible», parce que «travailler en usine, ce n'est pas formidable». Pourtant, en principe, ils ne sont pas destinés à être OS, mais ouvriers professionnels, ou qualifiés, voire techniciens....



«Travailler quand j'ai envie», «Un travail sympa, c'est extra», c'était là le thème d'une récente campagne publicitaire d'une maison d'intérim. Cette campagne visait les jeunes, par les thèmes qu'elle mettait en avant... Les jeunes, on le sait, sont les plus nombreux à travailler en intérim. Pourquoi ? Bien sûr, et ce n'est pas négligeable, parce qu'ils n'ont pas vraiment le choix. Mais ce n'est pas tout. L'intérim est à la fois subi et choisi, détesté et revendiqué comme une solution, mauvaise bien sûr, mais une solution tout de même. A ce titre, il concentre d'une certaine façon toutes les contradictions que rencontre la jeunesse d'aujourd'hui à la sortie de l'école...

Qu'ont-ils fait, ces jeunes de la région lyonnaise, avant de se retrouver dans cette boîte, envoyés par des agences d'intérim ? «J'ai le niveau BEP électromécanicien», dit Eric. Mais il a bossé au marché gare, et à l'institut Mérieux avec un contrat de 4 mois. Et au bout de compte il s'est retrouvé au chômage. Même chose pour Denis, qui avec un BEPC, a travaillé à droite à gauche comme magasinier. Tous ont donc fait quelques études, ont un diplôme ou en tout cas un relatif niveau d'instruction, qui ne leur a jamais servi. «Moi ce que j'ai appris, c'est sur le tas, dans les usines. L'école, c'est la théorie», dit Claude.

L'idéal : un boulot fixe qu'on pourrait quitter facilement

Pourquoi l'intérim ? «J'ai commencé à faire de l'intérim chez X mais je me suis fait virer parce que je me suis fait plaisir à charrier un chef. Je fais de l'intérim par obligation. L'idéal, ce serait d'avoir un boulot fixe, mais qu'on pourrait quitter facilement», dit Eric... «J'ai fait plusieurs petits boulots, je ne me suis pas lancé dans le métier auquel le BEP m'avait préparé, parce que ça ne m'intéresse absolument pas. En sortant du bahut, j'aurais pu trouver une place comme électro-technicien dans une boîte. J'ai un copain qui a fait ça, mais il se fait taper

L'intérim, ou comment gagner un sursis

sur la gueule par son patron. Quand j'ai vu ça, j'ai dit : «allez hop, en intérim»...

Travail fixe : soumission

Tous refusent dans le travail fixe la soumission que cela exige si on veut garder sa place. Soumission au chef, ou même au chantage à l'embauche quand on est sous contrat : «A Mérieux dit Eric, je lavais du matériel de laboratoire, j'étais sous contrat de 4 mois, avec toujours la carotte au bout : «si vous faites l'affaire, c'est bon pour vous». En fin de compte, il a fallu que j'aie leur demander la réponse, et c'était non...». Plutôt avoir la possibilité de partir, si ça ne marche pas avec les chefs.

«Ce qui me botterait ...»

Pourquoi ne pas travailler en fixe ? «Pour ce qui est de bosser vraiment en fixe, dit Eric, je ne vois pas cela avant dix ans. Je n'ai jamais trouvé de plaisir dans le boulot, ça doit exister, mais sûrement pas dans une boîte. Ce qui me botterait, c'est de me mettre à mon compte comme mécano-moto, mais c'est trop compliqué pour se monter». Ce qu'exprime ainsi Eric, ce n'est visiblement pas le refus de tout travail, mais le refus du travail qu'on lui propose, à lui et aux autres, dans les usines telles qu'il les a connues. Ce qu'il voudrait faire, c'est par contraste un travail dont il serait responsable, dont les résultats seraient tangibles. Mais en même temps, il sait bien que ce n'est pas possible. Alors, comme on ne

peut vivre de rien, il fait de l'intérim, pour reculer au maximum l'échéance du travail fixe. Comme Jean-Paul, qui demande aussi une sorte de sursis : «Je ne pense pas qu'on puisse rester dès l'âge de 17 ans dans une boîte, même un an c'est déjà beaucoup trop. Ce que je voudrais, c'est vraiment bosser par-ci, par-là, pour avoir une expérience de boulot»...

Ne pas faire comme mon père

Ce qu'ils refusent en ne voulant pas s'intégrer tout de suite dans le monde du travail, «c'est une certaine voie, celle qu'a suivie mon père, c'est-à-dire bosser 40 ans pour avoir la retraite après. Ça, je ne peux pas. Mais je ne refuse pas le travail, je ne pense pas qu'on puisse vivre sans travailler».

Un moyen de rapporter du fric

Que reste-t-il du travail, dans ces conditions ? «C'est sûr que je considère le travail comme un moyen de rapporter du fric... Bosser quatre, cinq mois pour accumuler un peu d'argent, et visiter plusieurs pays, comme j'ai visité plusieurs boulots... Pour justement faire une expérience de vie, comme j'ai fait une expérience du travail...». Abrutissant, détruisant la vie, le travail est réduit à une paie qui tombe. Il y a le travail, et le reste, c'est-à-dire la vie ! Jean-Claude confirme : «Je bosse en me disant que je suis un maillon

Le confort ou la liberté ? Pas tout de suite

Ce qu'ils repoussent aussi provisoirement, c'est de payer un certain confort au prix de leur liberté entière. Pourtant, ils n'envisagent pas de vivre comme des hommes des cavernes : «Pour moi, dit Eric, les gars qui refusent le travail, c'est ceux qui refusent le confort. Ça me fait penser aux chasseurs de mammoth dans les cavernes. L'alternative, c'est on arrête tout ou on continue. Les gens sont trop habitués à consommer. Mais en même temps, la machine à laver, c'est bien, ça peut donner un peu de liberté aux femmes. La télé, ça sert quand même comme moyen d'information. Le problème, c'est qu'il ne semble pas qu'il y ait de position intermédiaire, c'est soit l'un, soit l'autre. C'est la même chose avec les loisirs : il n'y a pas d'équilibre entre les contraintes du travail et les loisirs. On n'a jamais l'esprit libre, on pense toujours à ce qui nous attend le lundi, les loisirs sont finalement gâchés, écourtés. Il faudrait qu'on puisse s'arrêter quand on le souhaite. Ce qui ne va pas, c'est que tu n'as pas le choix du type d'emploi. L'intérim ne devrait pas exister. Pour celui qui veut travailler une semaine, d'accord. Mais ça ne devrait pas prendre de telles proportions».

L'intérim à défaut d'autre chose

L'intérim, ils savent parfaitement que c'est un moyen de les exploiter, qu'ils n'ont aucun droit qu'ils sont moins bien payés, qu'ils ont moins d'avantages, qu'ils sont dans une sorte de ghetto dans l'entreprise. Ils savent que bien souvent, ils ont les boulots les plus dégueulasses, qu'ils font les bouche-trous. Cela les révolte, mais à la limite, ils préfèrent vivre ainsi, provisoirement, plutôt que de rentrer dans le rang tout de suite, sans porte de sortie...

LES RAISONS DE LA TACTIQUE ACTUELLE DU PCF

SUITE DE LA PAGE 3

Mais, dira-t-on, ceci n'explique pas les positions internationales du PCF dans la dernière période. La direction de ce parti n'était pas obligée de s'aligner aussi inconditionnellement sur la politique internationale de l'URSS ; d'autres en Europe ont pris quelques distances...

Des positions internationales tranchées

Le PCF a un projet de capitalisme d'Etat qui implique une réorientation très importante des échanges, des relations, des liens qu'entretient la France au plan international. Dans cette réorientation, les relations avec les pays du bloc de l'Est devraient occuper une place prépondérante.

En bonne logique, le PCF raisonne en fonction de ce projet. Dans des situations délicates où il faut prendre position, où il faut choisir le camp de l'une des deux superpuissances, le PCF choisit l'URSS. C'est une première donnée.

Et puis, de manière plus urgente, un sérieux problème se pose à propos des pays de l'Est et de l'appréciation dite du « bilan globalement positif ». Si le doute commence à s'installer sur la nature des régimes de ces pays, c'est un facteur de désagrégation très important qui se met en place. Pour la masse des militants du PCF, les « pays socialistes » constituent des points de repère, des valeurs établies que ne peuvent entamer les critiques — au demeurant très minimes — faites par la direction à telle ou telle occasion. Le risque de désorientation des militants était grand.

Une position mitigée à propos de l'Afghanistan par exemple aurait amené presque forcément des questions plus nombreuses et plus précises sur la Pologne ; puis, à partir de là, pourquoi pas sur d'autres points. La direction du PCF a fait le choix de verrouiller solidement dès le départ. D'autant que ces questions ces incertitudes sur les pays de l'Est s'ajoutant aux difficultés créées sur le plan intérieur par la défaite de la gauche en 1978

auraient entraîné une situation interne très délicate pour la direction : quand on est déjà en difficulté sur le plan intérieur, il vaut mieux avoir des positions internationales assurées. C'est le raisonnement qu'ont dû se tenir les dirigeants du PCF.

Pas de « suicide électoral »

Mais, objectera-t-on, cette politique n'est-elle pas « suicidaire » du point de vue électoral ? D'abord, il faut bien se dire que la direction du PCF ne choisit pas à l'aveuglette tel ou tel type de campagne, telle attitude plutôt que telle autre. Il est certain que les choix en la matière sont soigneusement pesés en tenant compte des différents facteurs.

Si l'on examine les résultats électoraux du PCF sur une longue période, on s'aperçoit qu'il n'y a que les événements exceptionnels qui provoquent des cassures importantes. C'est le cas par exemple au moment du front populaire où ses scores avaient considérablement monté allant presque jusqu'à doubler les résultats obtenus quelques années auparavant. Plus près de nous, l'arrivée de de Gaulle et de la 5^e République ont entraîné une cassure inverse. De 26% aux législatives de 1956, le score chutait à moins de 19% à celles de 1958. Depuis cette date, les résultats des différentes consultations oscillent à peu près entre 20 et 22%, indiquent une stabilité qui ne doit que peu de choses au hasard.

D'autre part, si l'on examine l'électorat possible du PCF aujourd'hui, que constate-t-on ? Sans doute, le gauchissement de son langage risque de lui faire

perdre des voix dans ces couches qu'il tente depuis toujours de disputer au PS et qui, apeurées, risquent de se tourner vers ce dernier ou carrément vers la droite. En contrepartie, si l'on peut dire, il est probable que le « tournant gauche » va lui permettre de récupérer un pourcentage non négligeable. Où ? Dans les banlieues ouvrières où ses scores fléchissent depuis plusieurs années ; dans les voix qui s'étaient portées sur des candidatures trotskystes qui, aujourd'hui, n'ont plus de discours propres nettement apparent avec le gauchissement dur des gens du PCF ; chez une partie de l'électorat écologiste (non des militants) qui votaient « vert » plus par refus du jeu politique traditionnel — dont Marchais par son discours peut donner l'impression qu'il s'écarte — que par véritable adhésion aux thèses des militants écologistes ; parmi les aspirations régionalistes où la politique développée lors des européennes a semble-t-il connu quelque succès. Au total, il n'est pas certain qu'il perde beaucoup plus qu'il ne gagne.

Une politique réaliste

En conclusion, le « repli sur soi » du PCF, est une tactique délibérée choisie par la direction. La période est au redressement interne, à l'affirmation de l'identité propre du PCF, au « rééquilibrage » avec le PS. Cette phrase ne fait qu'en préparer une autre à plus ou moins long terme dans laquelle la direction espère, ayant ressoudé les rangs et comblé suffisamment l'écart avec le PS, revenir en position de force pour renégocier un nouvel accord dont les contours ne sont pas clairement définis aujourd'hui.

Il faut bien comprendre que le PCF n'est pas maître du jeu. Il est bien obligé de prendre en compte l'ensemble des données de la situation, y compris celles sur lesquelles il ne peut agir directement. Il doit définir sa politique en fonction de cela. Pour avancer vers son projet stratégique, pour répondre au mieux à ses intérêts partisans du moment, il semble en fin de compte que le PCF ait choisi l'attitude la moins mauvaise possible.

Un jeu politique bloqué

Deux choses cependant pourraient intervenir pour modifier sensiblement ces données et débloquent ainsi le jeu politique. D'une part, une modification importante et imprévisible de la situation internationale dans un sens ou dans un autre est quelque chose qui entre aujourd'hui dans le domaine du possible.

D'autre part, sans qu'aucun indice ne permette une prévision en la matière, un développement relativement important des luttes sociales dans la période située après l'élection de 1981 n'est pas à exclure. Notons à ce sujet que l'effet démobilisateur de l'après 1978, conséquence des espoirs importants portés sur cette échéance, ne jouera certainement pas dans les mêmes proportions en 1981.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, l'ensemble des forces politiques françaises seraient vraisemblablement amenées à reconsidérer tout ou partie de leurs positions.

En fin de compte, le choc des législatives de 1978 est encore très proche. Les différentes forces politiques avaient longuement préparé cette échéance électorale. Une période de temps relativement longue est nécessaire également pour tirer les leçons de cette confrontation, redéfinir des objectifs, réapprécier les accords, repenser les tactiques. Nous sommes dans cette période de redéfinition où le jeu politique apparaît comme relativement bloqué, où rien ne semble vraiment décidé, où chaque force politique envisage la meilleure (ou la moins mauvaise) politique pour les années qui viennent.

Résultats électoraux du PCF (pourcentage des inscrits)

1956 législatives	26,10 %
1958 législatives	18,95 %
1962 législatives	21,84 %
1967 législatives	22,51 %
1968 législatives	20,02 %
1969 présidentielles	21,52 %
1973 législatives	21,41 %
1978 législatives	20,55 %
1979 européennes	20,59 %

Les nouvelles armes anti-grève du patronat auront-elles force de loi ?

Fin octobre les syndicalistes de Dubigeon (Nantes) et Renault (Le Mans) seront-ils condamnés à payer, pour fait de grève, plusieurs millions de francs ?

La menace est d'autant plus lourde que la confirmation en appel de ces condamnations prononcées en première instance contre la CGT et la CFDT, pourrait par le jeu de la jurisprudence donner de nouvelles armes anti-grève au patronat.

Ces assignations des grévistes devant les tribunaux participent d'une nouvelle stratégie patronale : la normalisation du droit de grève. Depuis 1978, quarante procédures de dommages et intérêts totalisant dix millions de centimes ont été intentés aux syndicats. Cette entreprise trouve aujourd'hui encore son prolongement dans nombre de dispositions du projet Peyrefitte. Tout un arsenal de lois anti-grève est-il en train de voir le jour ?

Le 1^{er} octobre, à Angers, Rennes et Lyon passaient en jugement pour fait de grève les syndicalistes de Renault-Le Mans, Dubigeon-Nantes et SNCF-Lyon. Trois procès où les patrons réclamaient d'énormes sommes d'argent. Si quatre militants syndicaux accusés d'avoir occupé la gare de Lyon-

Perrache, ont été relaxés, la menace plane toujours sur les cégétistes de Renault et les syndicats CGT et CFDT de Dubigeon.

Ces derniers ont été condamnés en première instance à 1,6 millions de francs de dommages et intérêts pour avoir participé à une grève en 1977.

Parallèlement, la Régie Renault avait fait infliger 6 millions de dommages et intérêts au syndicat CFDT de l'usine du Mans pour la grève de février-mars-avril 1975.

Ces deux jugements venus en appel à la demande des syndicats ont été mis en délibéré. Pour les Dubigeon, l'arrêt sera connu le 30 octobre, le 22 pour Renault - Le Mans.

Procès scandaleux ! Mais qui sont bien plus qu'une mille et unième attaque contre les représentants des travailleurs.

Le droit de grève mis dans un carcan

Toute grève, arrêt de travail légalement reconnu cause, par nature, préjudice au patron. Réclamer des dommages et intérêts pour un tel type de préjudice c'est donc attaquer directement le droit de grève. En obtenant des arrêts favorables, le patronat entend ainsi réduire la grève à une protestation de pure forme.

Pour tourner la loi, la direction de Renault ne s'en est pas prise directement aux grévistes : « Il n'y aura pas de sanctions à

l'issue de cette grève », avait-elle promis aux travailleurs du Mans. Mais elle poursuit la CGT pour « machination ». Retournant la représentativité des syndicats contre eux, le patronat veut en faire les représentants automatiques et obligatoires des grévistes, mettre le droit de grève dans le carcan d'une négociation entre patronat et syndicat. Outre la menace qu'elle fait peser sur la vie syndicale, cette manœuvre nie le fait que le droit de grève est une liberté publique individuelle.

Quand Peyrefitte arme Ceyrac

Par certaines de ces dispositions le projet Peyrefitte veut appuyer cette stratégie de normalisation de la grève.

Le 2 octobre, treize organisations syndicales (CGT, CFDT, FEN, Syndicats des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, etc.) qui organisaient une journée de protestation contre le projet « Sécurité et Liberté », en ont cité plusieurs exemples : « Une tentative de gêne à la circulation ferroviaire, un simple rassemblement dans les installations de distribution d'énergie valent jusqu'à deux ans de prison et 30 000 francs d'amende. Le texte est si large qu'une grève de cheminots peut devenir un délit ». « Une occupation des lieux de travail au cours d'une grève

ayant entraîné la moindre détérioration (que peut provoquer par exemple le simple arrêt de machines) ou tentative de détérioration peut conduire à quatre ans de prison et 100 000 Francs d'amende ».

La constitution d'un « trésor de guerre » pourra être assimilé à un « vol aggravé », car décidé collectivement, et être passible d'une peine allant jusqu'à sept ans de prison.

Ces mesures confectionnées pour réprimer les mouvements sociaux, vont donc tout à fait dans le sens des actions en justice à répétition intentées par le patronat : à la menace de dommages et intérêts pour fait de grève s'ajoutera celle de la prison.

Depuis 1978, la bourgeoisie, plus assurée dans son pouvoir, passe des pressions à l'encontre des grévistes, à la restriction du droit de grève.

En refusant tout paiement des dommages et intérêts, comme au procès de Rennes et d'Angers, les syndicats montrent leur détermination à s'opposer à toute normalisation de la grève. La mobilisation des travailleurs et des juristes progressistes a déjà permis, à Lyon, de faire pièce aux procès patronaux. Car la seule jurisprudence positive en matière de droit de grève c'est bien l'accumulation de toute procédure intentée contre les grévistes et les syndicats.

Didier DELORME

Cartes sur table : la donne de Marchais

Un quart d'heure aurait largement suffi pour dire ce que Marchais, à Cartes sur Tables, nous a asséné une heure et demie durant. Résumons :

— Elkabbach : *Au deuxième tour, vous vous désistez pour le candidat du PS ?*

— Marchais : *Ce n'est pas l'important, ça, c'est de la politique politicienne.*

— Duhamel : *Au deuxième tour, vous vous désistez pour le candidat du PS ?*

— Marchais : *Ce n'est pas important, ça, c'est de la politique politicienne.*

— Elkabbach et Duhamel : *Au deuxième tour, vous vous désistez pour le candidat du PS ?*

— Marchais : *Ce n'est pas important, ça, c'est de la...*

Tout de même, qu'on se le dise, après de longues minutes de ce petit jeu, il apparaît que « le désistement automatique au deuxième tour pour le candidat de gauche le mieux placé est périmé ». On attendra donc le soir du premier tour pour savoir : suspense...

Automobile : crise et menaces sur l'emploi

Le 67^e salon de l'automobile n'aura pas effacé les sombres nuages qui planent sur l'industrie Automobile. De Peugeot à Fiat, en passant par Opel et Ford en Allemagne, sans parler des USA, il n'est guère de pays, de constructeurs pour voir l'avenir en toute sérénité. Les 1 040 000 visiteurs de la Porte de Versailles ont certainement apprécié les dernières nouveautés des grands constructeurs. Mais cela ne suffira certainement pas à oublier la chute de 40 % de la production américaine depuis 8 ans ou celle de 6 à 8 % de la production française. A la différence de la baisse de 1975, rapidement enrayerée par la sortie de nouveaux modèles, comme la R5 ou la 104 Peugeot, 1980 apparaît comme une année de rupture :

— L'industrie automobile va entrer dans une période de faible croissance de la demande.

— La révolution technologique entraînée par la crise énergétique va modifier les données du marché !

La forte croissance de l'industrie automobile appartient à un passé révolu. D'abord parce que la demande de véhicules entre dans une période de stagnation que l'énergie plus chère n'explique pas totalement.

Dans tous les pays industrialisés, la tendance a été identique. De 1950 à 1970, on a assisté à une véritable « explosion » de la demande de véhicules automobiles, avec un taux de croissance du marché allant de 10 à 15 % l'an selon les pays. Cette demande — dite demande d'extension — explique que la proportion de ménages possédant un véhicule soit passée en France de un sur cinq en 1950, à un sur deux en 1970, puis à trois sur quatre aujourd'hui.

Le parc auto atteint désormais un palier, avec 18 millions de véhicules.

Sans doute, parallèlement à l'équipement progressif de la grande majorité des ménages est apparu dans les dernières années un phénomène nouveau, à savoir l'achat, par certains ménages relativement aisés, d'un deuxième véhicule. 17 % des ménages possèdent aujourd'hui deux automobiles ou plus, et leur nombre a triplé de 1970 à 1980.

Une certaine saturation

Toutefois, le coût de la voiture tend à limiter l'extension de ce marché qui a profité d'une conjoncture exceptionnelle avec la sortie de la gamme des petits modèles (R5 ou 104) au moment même de la rupture de 1974. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les experts eux-mêmes prévoient un net ralentissement de la demande à venir.

Celle-ci sera composée pour l'essentiel (au trois quarts) d'une demande de renouvellement (sachant qu'il faut compter dix ans en moyenne pour le renouvellement d'un véhicule).

Voilà un premier facteur pour inciter les experts à ne retenir que 2 à 3 % de croissance du marché intérieur chaque année contre les 10 % précédents.

... Avec la pression sur le pouvoir d'achat

Un deuxième facteur dépressif réside dans les difficultés financières des travailleurs. Cet élément assez peu mis à jour par les médias ressort nettement d'une enquête de l'Auto-Journal effectuée voici un an.

Estimant le prix de revient mensuel de deux modèles conservés trois ans et effectuant 15 000 kilomètres par an, il publie le tableau suivant :

En Francs	R5 TL 5cv	GS Club 7cv	504 GL 11cv
1973	651	790	980
1979	1 255	1 551	1 887

Cette augmentation de 100 % du prix de revient des véhicules intervient alors même que les revenus des ménages voient leur progression fortement freinée.

On sait qu'en 1979, les revenus salariaux ont même baissé. Ce que vient de confirmer une étude de la Banque de France.

Est-ce donc un hasard si dans l'année qui suit, la demande automobile a aussi baissé ? Le réseau d'échanges sur le marché de l'occasion depuis un an inciterait à répondre par la négative.

La protection du Tiers-monde

On pourrait penser que la saturation de la demande intérieure aux pays capitalistes développés est susceptible d'être compensée par une forte croissance de la demande dans d'autres zones géographiques.

De nombreux pays sont en effet peu équipés et des espaces comme l'Inde, le Brésil, et de façon générale, les grands pays du Tiers-Monde, apparaissent comme les marchés de l'avenir.

Dès à présent, ces marchés tiers progressent à raison de 25 % l'an.

Toutefois, ils sont loin d'équivaloir en quantité le manque à gagner sur les marchés industrialisés tant le point de départ est faible (10 à 20 % du marché mondial en 1980).

D'autre part, la tendance des pays du Tiers-Monde est à produire eux-mêmes — sous accord de licence — les véhicules dont leur marché a besoin. C'est le cas de l'Inde ou du Brésil, dont la production pour leurs besoins propres dépassera de plusieurs fois la production française en 1990.

Enfin, continuer d'exporter alors que le taux d'exportation atteint déjà 60 % de la production française est de plus en plus aléatoire, alors que les concurrents s'installent directement sur les marchés à prendre, comme les Japonais au Moyen-Orient.

Ainsi de quelque côté que l'on se tourne, la demande auto paraît rentrer dans une période de faible croissance. C'est la raison pour laquelle déjà l'emploi se trouve nettement remis en cause dans tous les pays capitalistes développés.

En effet, pour le patronat, l'équation est simple : la production progressant à 2 % par an, la productivité se maintenant à 5 ou 6 %, cela fait chaque année 3 à 4 % de l'emploi à dégraisser. Ne dit-on pas chez les constructeurs français qu'il y a 15 % de sur-emploi dans le secteur ? L'arrêt de la fabrication de la R4 à Billancourt décidée depuis plusieurs années afin de concentrer les achats sur les R5 va entraîner la suppression de 10 à 20 000 emplois dans l'usine de l'île Seguin.

Une révolution technologique...

Cette première transformation des conditions du marché intervient en même temps qu'une véritable mutation technologique du produit lui-même. C'est bien entendu la crise énergétique qui est en cause. Pour les constructeurs, il n'y aura pas de maintien sur le marché s'ils ne s'engagent pas dans des recherches importantes d'économie d'énergie.

Dans le même temps, ils sont amenés à poursuivre les progrès en matière de confort et de gadgetisation qui ont marqué les années soixante après que les normes de vitesse ait été atteintes.

Or, tout cela coûte cher en dépenses de recherche et d'investissements. Le vice-PDG de Renault déclarait récemment à A2 que les investissements pour sortir une automobile sont actuellement quarante fois supérieurs à ceux de 1970. Les études préliminaires d'un modèle représentent 55 % du coût global d'un lancement contre moins d'un tiers au début de la décennie.

Un groupe comme General Motors dont toute la gamme doit être modifiée vient d'annoncer qu'il investira 40 milliards de dollars d'ici 1985, soit l'équivalent du programme spatial américain dans les années soixante !

L'objectif assigné par Giraud aux constructeurs français — 3 litres aux 100 — ou l'engagement de 2,8 litres en 1987 par les Américains montre l'ampleur des recherches à faire.

... Et une logique capitaliste

L'industrie automobile est donc prise en tenaille. Il lui faut faire un effort gigantesque d'investissement, alors même que son marché se rétrécit. Chaque constructeur est donc conduit, beaucoup plus qu'auparavant, à rechercher un abaissement des coûts de production en vue de relever les marges de profit et de dégager des ressources financières qui lui sont nécessaires.

Deux moyens privilégiés sont envisagés par les groupes automobiles :

1) Un accroissement de la production par la modification de l'organisation du travail. Les marges de profit avaient tendance à stagner depuis 1972, du

fait d'un épuisement des normes fordistes appliquées de façon intensive dans les usines automobiles dès 1930.

Ainsi l'introduction de la robotisation est accélérée depuis quelques années et l'introduction des « ateliers automatisés flexibles » va permettre de la généraliser. Le retard des groupes français est important comparativement aux firmes japonaises. Renault qui a sa propre entreprise de robotique — ACMA — souffre dans ses usines d'une pénurie de personnel très qualifié en automatismes. Cette robotisation va accélérer la suppression des emplois. Il suffit de rappeler la norme de 40 voitures par ouvrier japonais et par an contre 20 en France.

2) Une extension de l'échelle de production.

Toutefois, on estime aujourd'hui qu'il faut produire un minimum de deux millions de véhicules par an, si l'on veut minimiser les coûts. Or très peu de producteurs sont dans ce cas :

ont pour but précisément de faire des économies et pas seulement de s'annexer d'autres marchés. L'exemple de PSA vient de le rappeler puisque c'est à la faveur d'une réorganisation de ses usines que vient d'être annoncée la suppression de plusieurs milliers d'emplois. Le groupe Renault lui-même pour-tant fier de sa « politique sociale » envisage une réduction de 5 000 emplois qui se double d'un accord avec les ASSEDIC pour la retraite anticipée à 57 ans de 2 500 personnes de Billancourt. Rappelons que l'embauche y est bloquée (sauf intérimaires !) depuis 1972.

Quant à l'internationalisation qu'elle s'appelle rachat de 46 % des parts d'American-Motors par Renault ou Chrysler par PSA, c'est un corollaire de la concurrence capitaliste. Deux producteurs sur un marché de deux millions de véhicules par an et qui doivent acquiescer chacun une dimension de deux millions d'unités afin d'amortir leurs coûts de recherche, ne peuvent que se trouver à l'étroit et tenter de se redéployer.

La présence sur le marché américain des deux firmes françaises s'inscrit dans cette logique que Ford vient d'imager en lançant l'Escort 6cv, la première « World-car » à être fabriquée

Les dix grands

Production mondiale de voitures particulières et de véhicules utilitaires en 1979

1 General Motors (USA, Canada)	7 291 819
2 Ford (USA, Canada)	3 566 282
3 Toyota	2 996 225
4 Volkswagen, Audi-NSU et Porsche	2 566 576
5 Nissan	2 380 254
6 PSA Peugeot, Citroën, Talbot (France, Grande-Bretagne, Espagne)	2 379 950
dont Peugeot : 898 000 ; Citroën : 815 000 ; Talbot : 665 000.	
7 Fiat (Autobianchi, OM, Lancia, Seel, FFSA, Magirus, Polski, Zastava, Fiat Argentine et Brésil)	2 190 522
8 Renault (dont RVI inclus : 45 000)	1 946 670
9 Ford Europe (Allemagne, Grande-Bretagne, Canada)	1 662 000 *
10 Chrysler (USA, Canada)	1 429 389

* Estimatif

C'est ce qu'explique l'actuel mouvement de restructuration, concentration et internationalisation qui défraye en permanence la chronique automobile.

La concentration est déjà bien avancée un peu partout au point que ne subsiste sur chaque marché national qu'un ou deux constructeurs. C'est le cas de la France par exemple, dont le nombre de marques indépendantes est passé de 31 en 1950, à 2 en 1980 : PSA et Renault.

Aussi la concentration s'envisage désormais à l'échelle de plusieurs pays en ce qui concerne l'Europe notamment, dont le marché bien morcelé est cependant le premier par sa taille : il ne serait pas étonnant que s'affirme alors le regroupement des producteurs européens derrière deux pôles : Renault-Volkswagen-Volvo d'une part, PSA-Fiat d'autre part.

Le Japon lui-même qui compte encore onze producteurs et ne devra sa réduction à trois (Nissan, Toyota et Honda peut-être) qu'à sa place de premier producteur mondial (2 fois et demi la production française). Les journaux spécialisés n'hésitent pas à écrire que le nombre de producteurs sera ramené à sept dans dix ans. Les deux firmes tricolores bien qu'elles soient à la traîne, en feront sans doute partie, car elles disposent d'un solide atout : un excellent réseau de vente sur leur propre marché qui limité à 20 % la pénétration étrangère (3 % pour les marques japonaises).

Les restructurations-dégraissages ne peuvent manquer de suivre de tels mouvements qui

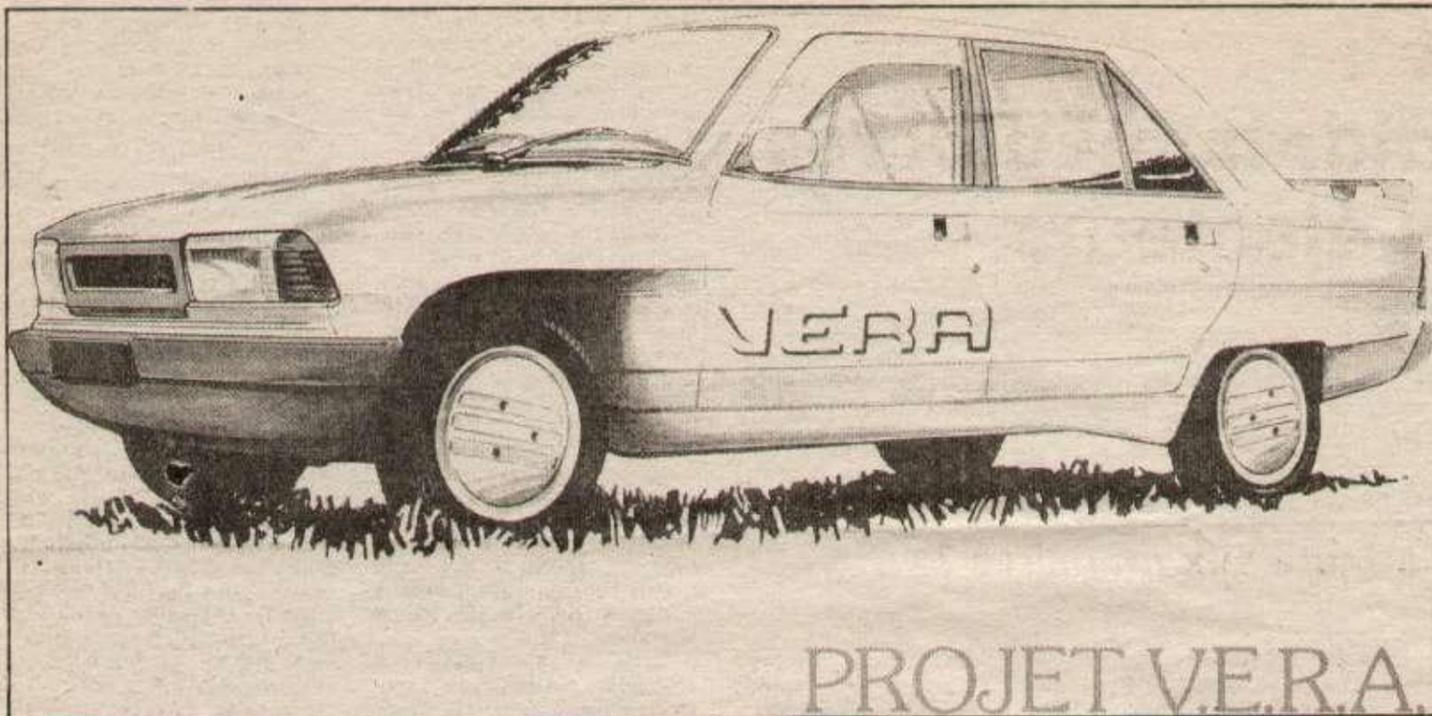
simultanément dans plusieurs pays et qui sera reproduite à plusieurs millions d'exemplaires. Par comparaison, la Renault 5 sort à 500 000 unités par an et c'est le modèle le plus vendu par la firme de Billancourt. L'accès au marché américain avec l'expérience des petites voitures est un pari qui coûte la bagatelle de 600 milliards d'anciens francs.

Une lourde addition pour l'emploi

Ainsi l'emploi apparaît sérieusement menacé et il l'est d'autant plus lorsqu'on prend en compte la notion élargie du secteur automobile, c'est-à-dire les 2 200 000 personnes qui en vivent. Il y a par exemple toute la sous-traitance pour laquelle les suppressions d'emplois se font plus discrètes.

L'exemple de la faillite de la Société Maglum, (857 salariés), société de sous-traitance automobile qui travaillait à 70 % pour Peugeot-Citroën en est une bonne illustration. Située en Haute-Saône, sa mise en liquidation en ferait un département « sinistré » et il est révélateur que la seule solution proposée soit son intégration à Peugeot et Renault sous la forme d'une filiale commune.

Il ne serait pas étonnant que de tels cas se reproduisent. Ne parlons pas des promesses d'emploi faites en 1978 par PSA et le gouvernement pour Benvillers en Lorraine. Selon les centrales syndicales plus de 100 000 emplois sont en jeu.



Salon de l'auto : les nouveautés s'appellent économies d'énergies

Le salon 80 a connu une fantastique publicité de la part des constructeurs et des médias autour des dernières nouveautés : les Turbos grand public de Renault (R5 et R18), la mini de British Leyland, la Fiat-Panda ou encore la Ford-Escort 6CV et ses six variantes.

Dans la révolution technologique en cours, la préoccupation essentielle des constructeurs (et celle des visiteurs) réside dans la recherche d'économie d'énergie.

La presse française avait d'ailleurs annoncé peu avant le salon un accord de projet réunissant Renault, Peugeot, Creusot-Loire et la SNIAS autour d'un modèle consommant trois litres aux 100 à l'horizon 90. De même, Citroën Peugeot et Renault avaient tenu à présenter leur «voiture de rêve» : respectivement Karina, Vera et Eve. Trois modèles conçus en fonction d'une économie d'énergie de l'ordre de 30 à 40% vis-à-vis des séries actuelles.

Les recherches s'ordonnent autour de trois axes :

— La conception des moteurs dont la règle reste l'attachement au moteur thermique puisque les énergies alternatives marquent le pas. Ainsi le salon aura surpris par la généralisation du Turbo-compresseur dont toutes les marques maîtrisent à présent la

technologie. On sait en effet que l'installation d'un système Turbo permet de maximiser le rendement énergétique et de réduire le poids des moteurs. Son principe consiste dans la réutilisation des gaz d'échappement et leur compression avant renvoi dans la chambre de combustion : à consommation égale de carburant, la vitesse est supérieure. Le Turbo devrait permettre d'utiliser des petits moteurs en faible régime pour la conduite urbaine (4 ou 5 CV) et de les pousser en allumant le turbo pour une conduite sur route. D'où le nom de véhicule hybride.

— Dans le même temps la recherche des carburants diversifiés conduit les firmes à faire davantage appel au diesel. Son avantage est certain pour les grosses cylindrées telles que R18 ou CX et la recherche s'organise autour de la réduction du bruit du moteur peu apprécié pour les véhicules de tourisme. Toutefois le gasole n'est toujours qu'un dérivé du pétrole.

C'est donc vers les alcools que se tournent les constructeurs. Ainsi le moteur à turbine sur lequel travaille Général Motors devrait permettre d'utiliser n'importe quel carburant. Par exemple l'alcool tiré de la canne à sucre dont la commercialisation est bien engagée au Brésil depuis le début de l'année.

— Enfin le trait majeur des

technologies à venir est l'introduction systématique de l'électronique à toutes les fonctions d'un véhicule. D'abord bien sûr pour la maximisation du rendement énergétique. L'allumage électronique permet par exemple une économie de l'ordre de 15%. Mais on voit s'introduire largement les ordinateurs de bord qui permettent selon les modèles de mesurer la consommation instantanée, moyenne aux 100 km ou cumulée en litres avec une économie possible de 8%. L'ordinateur de bord coûte environ 2 000F mais la société Jaeger va commercialiser des appareils simplifiés au prix de 400F environ qui pourront équiper n'importe quelle voiture.

C'est plus largement cependant que l'électronique pénètre dans l'automobile. On prévoit ainsi que d'ici cinq ans, 30% du prix d'un véhicule dépendra de son appareillage électronique comme pour les systèmes de bloc-freinage évitant le blocage des roues en cas de freinage brusque.

Enfin la structure des véhicules est appelée à se modifier rapidement comme les modèles Eve et Karina le laissent supposer. Le changement n'est pas seulement dans la forme mais d'abord dans les matériaux utilisés (les tôles thermo-plastiques sont 20% plus légères et plus solides). En même temps le poids sera nettement diminué grâce à ces matériaux et à un moteur plus petit, le coefficient de traînée (CX mesure l'aérodynamisme) se cesse de descendre (0,25 pour Eve contre 0,40 pour R18).

Il faut rajouter à cela la gadgetisation des véhicules car les seules économies d'énergie ne suffiront pas à inciter les clients à se renouveler : «Citizen band», téléphone, chaîne hifi voire télévision, tout est fait pour fidéliser le client et annoncer qu'il passera toujours plus de temps dans son habitacle dont on s'efforce de la rendre plus confortable (ergonomie) et plus spacieux.

L'automobile en France

1 salarié sur 10
7,3 % de la production
20 % de la fonderie
15 % des minerais et métaux ferreux
La moitié de la facture énergétique
112 milliards de Francs pour l'Etat (plus que l'impôt sur le revenu)

EN AMONT

	Nombre de salariés
Matières premières, sous-traitants	290 000
Équipements, accessoires	178 000
Caoutchouc, pneumatique	80 000
Total	548 000

DANS LA CONSTRUCTION AUTOMOBILE

Constructeurs français	281 000
Carrosserie, remorques, caravanes	28 000
Constructeurs étrangers	4 000
Total	313 000

EN AVAL

Distribution, réparation, entretien, stations-service	347 000
Assurances, expertises, crédit	94 000
Construction et entretien des routes	80 000
Auto-écoles	18 000
Police, santé, enseignement technique	18 000
Production et distribution de carburant	13 500
Autoroutes, parkings	7 000
Ferrailleurs	3 500
Presse, édition, publicité	3 100
Organisations sportives	2 100
Total	586 200

La croissance de l'automobile a joué un rôle important pour de nombreuses régions

Evolution du taux d'équipement des ménages

	Ensemble	Une automobile	Deux automobiles ou plus
Novembre 1970	56,6 %	49,7 %	6,9 %
Novembre 1975	64,1 %	52,1 %	12,0 %
Mai 1980 ...	70,3 %	53,5 %	16,8 %



Etats-Unis : deux candidats médiocres devant les électeurs américains

Par Bob BRYANT

La question est partout posée : Comment en est-on arrivé là ? Deux candidats très médiocres qui se disputent la présidence. Ils n'inspirent confiance à personne : Carter a été l'objet d'attaques très sérieuses de la part de personnalités importantes de son propre parti, qui cherchaient à l'évincer de la candidature ; Reagan, lui, est réputé pour la constante répétition du même discours, illustré d'anecdotes simplistes tantôt vraies, tantôt fausses selon son humeur.

La faute aux primaires ?

La première réponse apportée, et la plus fréquente est : « C'est la faute aux primaires ». C'est d'ailleurs l'élection de Carter en 1976 qui avait prouvé leur importance. La première place revient à celui qui tient le coup le plus longtemps, dans cette campagne qui dure près d'un an, et oblige les candidats à courir d'Etat en Etat pour obtenir des délégués.

Les « élections primaires », qui sont la désignation du candidat pour les membres du parti, ont acquis une importance capitale dans le parti démocrate. Avant 1968, les primaires n'étaient qu'une indication de tendance, comme une sorte de sondage, sauf dans quelques Etats, peu importants, qui élisaient leurs délégués à la Convention Démocrate ; comme la plupart des Etats, et les plus importants, n'étaient pas de délégués mandatés, le soin de la désignation du candidat revenait à la Con-

vention. Ce système, qui est encore largement en vigueur dans le Parti Républicain, permettait à l'appareil du parti, la « party machine », de tout contrôler derrière les portes closes des « smoke filled rooms », les salons enfumés où se déroulaient les après négociations pré-electorales.

En 1968, le candidat « libéral » démocrate, Eugène Mac Carthy a animé la lutte pour le changement en essayant de balayer Hubert Humphrey, l'homme soutenu par l'appareil. Mac Carthy qui s'affichait ouvertement contre la guerre du Vietnam, a finalement été battu, mais il a réussi à mettre en pleine lumière l'absence de démocratie interne au Parti Démocrate. Cela a eu pour résultat la généralisation des primaires dans le Parti Démocrate.

Maintenant, dans plus des deux tiers des Etats, les primaires durent plus de six mois. Les

règles varient selon les Etats, mais il s'agit en général de désigner un délégué, identifié à tel ou tel candidat, qui devra voter pour ce candidat au premier tour de scrutin à la Convention du parti.

George Mac Govern, également candidat libéral en 1972, a su utiliser ces réformes en 1972, mais il s'est affiché trop à gauche pour être un candidat sérieux. « Jimmy who » (Jimmy quoi ?), ainsi que l'on appelait Carter lorsqu'on apprit sa candidature en 1976, a su s'établir sur une base nationale en tissant des liens avec les comités de base du parti qui choisissent une partie appréciable des délégués dans de petites réunions publiques peu fréquentées. C'est un travail de fourmi, mais il l'a réalisé en 1976, et encore mieux cette année, au point que personne n'avait de possibilité sérieuse de le menacer.

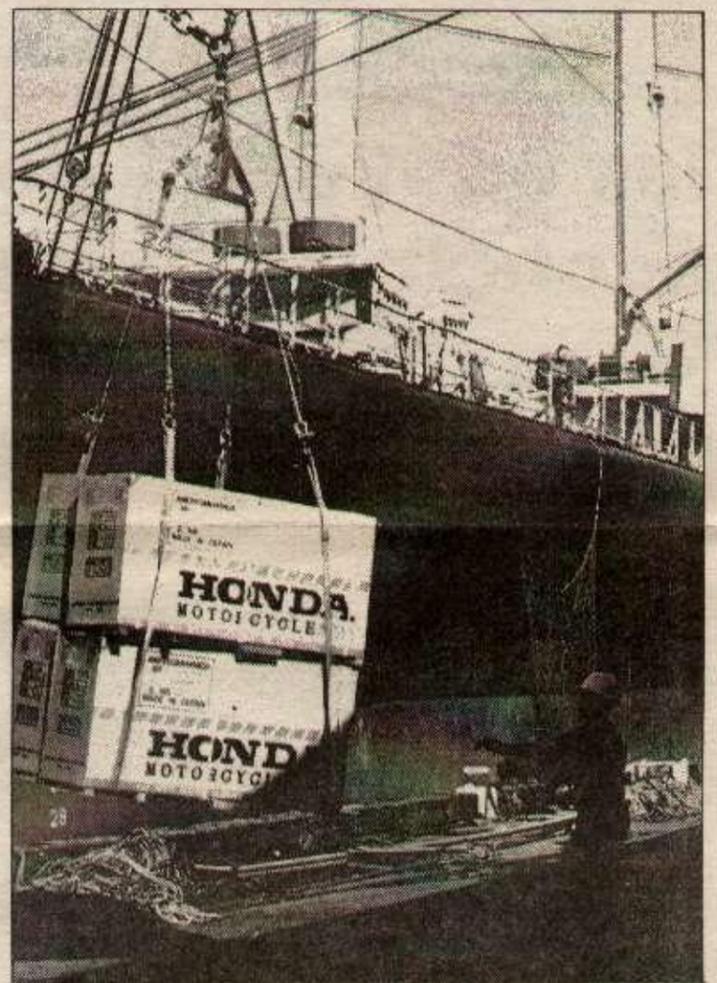
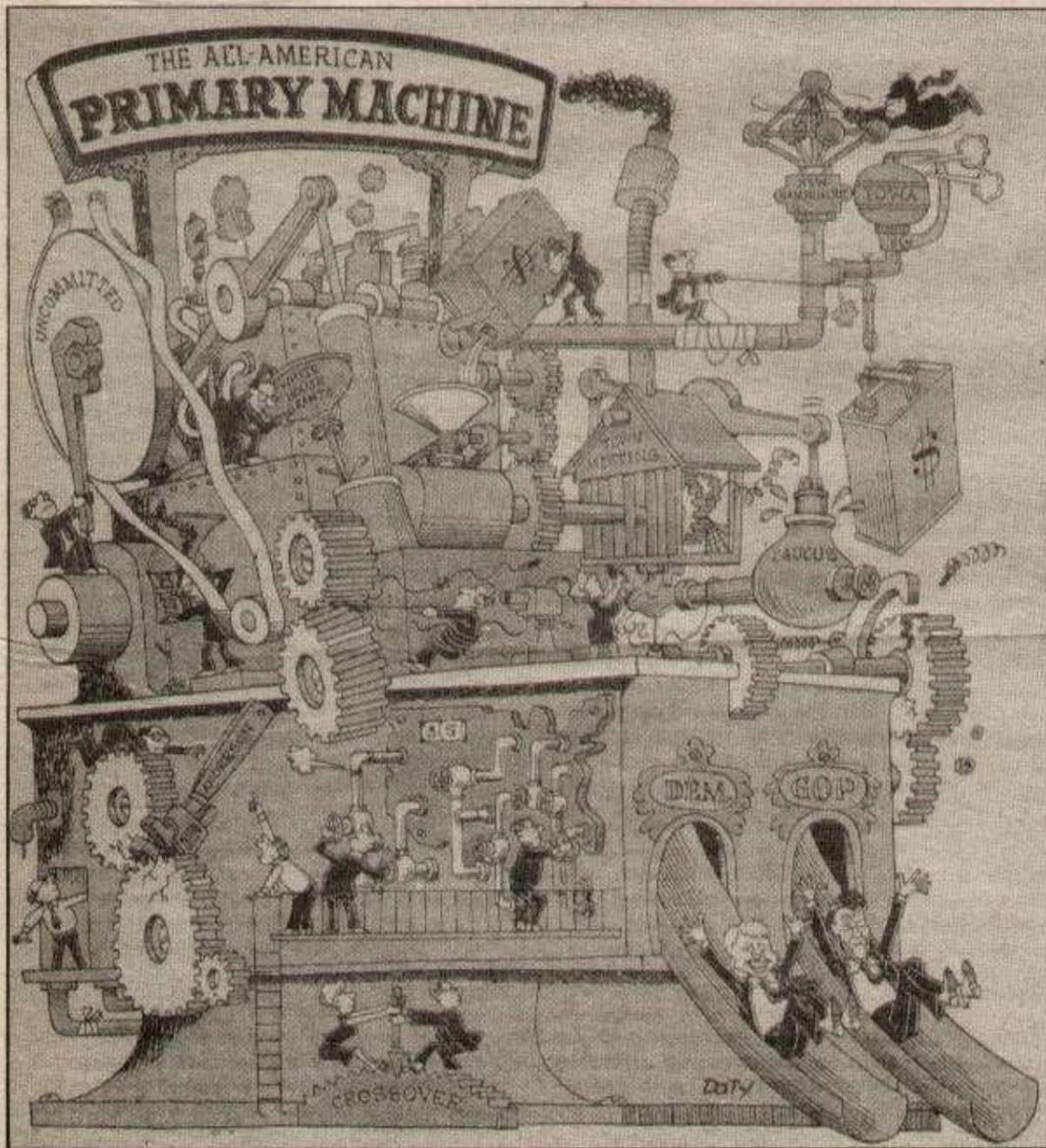
Carter est ainsi parvenu à contourner des réformes démocratiques, et à devenir le candidat le moins soutenu de l'histoi-

re du Parti Démocrate, ce que soulignent en particulier la Convention et l'attitude de Ted Kennedy, qui acceptait, visiblement à contre-cœur, de soutenir Carter, désigné par la Convention.

Le Parti Républicain a connu une évolution similaire, mais beaucoup moins importante. Pour l'essentiel la désignation du candidat revient à l'appareil du parti. Face à Carter, il était certain que si un candidat « modéré » comme George Bush avait été désigné, il l'aurait emporté.

Le moins étonnant cependant n'est pas que Carter, président en place, a de fortes chances d'être mis au tapis par son challenger, l'acteur de série B, Ronald Reagan. Aurait-on pu imaginer John Wayne à la présidence des USA ? Quel que soit leur mode de désignation, le niveau des candidats n'est pas sensiblement différent. Aussi faut-il chercher ailleurs que dans les primaires la cause de cette mauvaise comédie politique.

La machine infernale des « primaires » (Dessin publié par Newsweek)



La menace des importations mène à...

Le doute sur l'avenir de la société américaine

La situation politique interne est autrement plus complexe qu'en 1976. Les Etats-Unis de 1980 voient leurs positions menacées par l'extérieur et c'est largement ressenti à l'intérieur. Les retombées économiques à l'intérieur sont telles que tout le corps politique se déplace nettement vers la droite. En témoignent avec éclat, par exemple, que les propositions de Carter, candidat du parti traditionnellement le plus libéral, pour faire face à « la crise » sont à peu près identiques à celles faites par Nixon il y a six ans ; elles étaient alors considérées comme très réactionnaires. Un tel contexte est très favorable à un client d'extrême-droite comme Reagan.

Ce qu'il faut d'abord relever, c'est la façon dont est ressentie aux Etats-Unis la fin de l'hégémonie sans partage, sur le plan militaire à l'égard de l'URSS, sur le plan du rapport de force général à l'égard des pays industrialisés occidentaux, d'une part, et à l'égard du Tiers-Monde, de l'autre. Mais ce qui marque un véritable tournant est la fin des « rising expectations » : depuis cinquante ans, depuis Roosevelt, on avait l'espoir que si cela n'allait pas bien aujourd'hui, cela irait mieux demain ; cette confiance dans l'avenir de la société américaine est pour la première fois entamée. (Voir encart « Un rêve économique menacé »)

SUITE PAGE 16

La fin de la puissance économique

SUITE DE LA PAGE 15

Rien ne symbolise plus l'anxiété des Américains que la captivité des 52 otages en Iran. Tous les soirs, Walter Cronkite, le plus important présentateur d'informations des Etats-Unis, achève son émission sur la chaîne CBS en disant : «Aujourd'hui c'est le Nième jour de captivité des otages. Bonne nuit». Partout sont apparus des autocollants sur les pare-chocs de voitures : «Nuke Iran» (la bombe nucléaire contre l'Iran). La mère de Carter a dit que si elle avait un million de dollars, elle l'offrirait à un tueur pour assassiner Khomeiny. Reagan assure que s'il avait été président, il aurait bien vite réglé le problème. Rhétorique électorale ? Peut-être. Le danger est que beaucoup y croient, veulent y croire, et sont prêts à soutenir une telle attitude.

La position de Carter est beaucoup moins confortable : il doit assumer la responsabilité de quatre années ressenties comme catastrophiques par les Etats-Unis. Leur hégémonie depuis la fin de la première guerre mondiale a permis l'instauration d'un niveau de vie incomparable. Ce système s'effondre, et la déception est grande. Il est normal de s'en prendre à Carter comme on s'en est pris à Johnson et Nixon avant lui. On peut se demander si la période où les présidents avaient deux termes d'office n'est pas révolue, car comment un président pourrait-il garder la confiance de ceux qui l'ont élu au bout d'un mandat, si les choses continuent d'évoluer dans le même sens ?

Un rêve économique menacé

«Dans l'histoire des richesses des nations, il n'y a jamais eu un pays tout à fait comme l'Amérique. Ses vastes ressources naturelles fournissaient des matières premières pour toujours plus de richesses, alimentant un appareil industriel qui a fait l'envie du monde entier. Décennie après décennie, les Américains ont déversé pour leur jouissance une véritable cornue d'abondance des biens et des services. De génération en génération, les Américains en ont profité avec la conviction que leurs enfants en profiteraient encore plus...»

Mais depuis peu l'arc en ciel semble moins clair — même brisé. Depuis dix ans, les Américains ont assisté sans défense à la baisse de leur niveau de vie par l'inflation.

Ils ont dépensé leurs épargnes, sacrifiant ainsi leur sécurité pour les besoins d'aujourd'hui. Beaucoup de leurs emplois sont menacés — et quelques uns ont disparu définitivement. Ils ont vu certaines de leurs usines, dont ils étaient fiers, fermer leurs portes. Le déluge des importations encombrant les routes et les rayons des magasins est un rappel quotidien d'une concurrence menaçante. Les pauvres ne peuvent plus compter sur une vie meilleure. Les Américains ne partagent plus les grands espoirs du passé. Pour la première fois, les sondages montrent que le citoyen n'est plus sûr que l'avenir de ses enfants sera mieux — ou même aussi bien — que le sien. »
Newsweek, 8 septembre 1980



... une campagne nationaliste

Aveugles au monde

L'état d'esprit est favorable à un Reagan, Carter assume la responsabilité d'une grave remise en cause de la puissance US. Les réponses auxquelles une fraction importante de l'opinion américaine est prête à souscrire dépendent également de la manière dont est perçu le monde extérieur. Il est difficile pour un Européen de concevoir l'ignorance dans laquelle est l'opinion américaine du reste du monde, et des évolutions qu'il connaît. Simplement tout cela est ressenti comme hostile à un grand pays qui s'est « toujours montré prêt à aider les pauvres. »

Pour comprendre, il convient de se souvenir d'une différence essentielle : l'histoire de l'Europe est l'histoire des rapports entre Etats, des invasions, des disputes territoriales. Les Américains eux, n'ont jamais connu de menace territoriale. A part l'épisode exceptionnel de la guerre civile de 1860, l'histoire des Etats-Unis est l'histoire de la conquête de territoires. En outre, les Etats-Unis sont physiquement isolés. Le Canada, au nord, est ressenti comme le 51^e Etat de l'Union ; au sud, le Mexique est inconnu de la plupart des Américains, sauf des touristes. Parfois, l'on entend parler des « wet backs », ces dizaines de milliers de Mexicains qui, chaque année, traversent le Rio Grande dans l'espoir de trouver du travail. L'Américain moyen se demande pourquoi ils ne restent pas chez eux. Il ne sait pas que la majorité arrive des Etats du nord du Mexique, surtout la Sonora, où les grandes multinationales ont expulsé par milliers les petits paysans pour créer de vastes latifundias d'élevage extensif.

Cette ignorance, sur laquelle se bâtit toute politique oppressive, ne se limite pas aux seules questions internationales. Les écarts entre les groupes sociaux sont énormes. Surtout, il existe une frange de pauvres qui ne survivent que par l'aide sociale de l'Etat. Juste au-dessus d'eux, il y a les 8 % de la population active qui est au chômage, et tous ceux qui travaillent en intérim, à mi-temps, parce qu'il n'y a rien

d'autre. Cette partie de la population aurait préféré Kennedy, bien qu'on sache que cinquante ans d'interventions de l'Etat capitaliste prétendant rechercher le bien-être des pauvres ont eu pour plus clair résultat l'existence d'un pourcentage relativement permanent de la population qui vit chaque jour dans l'angoisse du lendemain.

La plus grande partie du public américain ignore ces problèmes et ne veut pas en entendre parler. Le monde irréel dans lequel s'enlise de plus en plus de gens peut être mieux appréhendé par l'essor spectaculaire des religions dites « fondamentales », c'est-à-dire qui interprètent la Bible au pied de la lettre. Bien que Carter lui-même se soit présenté comme un homme religieux, la réponse morale aux turpitudes de Nixon, il s'est mis en difficultés sur sa droite par une machine religieuse extrêmement bien organisée. (Voir encart « Une église à l'américaine »). Plusieurs sénateurs et congressmen de gauche, occupant des postes importants, au niveau national et international, sont la cible de campagnes conduites par des groupes religieux. Certaines de ces campagnes ont déjà réussi lors des primaires, et il est certain que, lors des élections qui se déroulent en même temps que les présidentielles, un certain nombre d'élus, plus ou moins libéraux, vont être battus.

Une frange de la jeunesse, y compris parmi les progressistes des années soixante (Bob Dylan, Elridge Cleaver, etc.), on eux aussi trouvé Jésus. Pour eux, il s'agit plutôt de slogans simplistes, d'organisations comme les Enfants de Dieu, plutôt que des baptistes et des méthodistes qui trouvent appui surtout dans les milieux ruraux du centre du pays.

Les groupes religieux interviennent surtout à propos de la vie privée des gens : avortement, homosexualité, mais aussi contre l'Equal Rights Amendement, une revendication qui demande la modification de la constitution américaine afin de garantir qu'il n'y a pas de discrimination à l'égard des femmes.

(A suivre)

Une église à l'américaine

Le Révérend Jerry Falwell représente la nouvelle église fondamentaliste. Sa propre église dans la Virginie a 17 000 membres mais c'est seulement son point de départ. Chaque semaine il s'adresse à plus de 20 000 000 de personnes : The « Old-Time Gospel Hours » est transmis par 681 stations de la radio et télévision. Cette émission lui fournit des bénéfices d'un million de dollars par semaine qui financent plusieurs écoles et universités religieuses.

L'année dernière il a créé Moral Majority, Inc., une organisation carrément politique ayant pour but de financer la défaite des candidats de gauche qui soutiennent le droit à l'avortement, etc.

Son organisation et d'autres qui travaillent dans le même sens, peuvent compter sur les 30 à 35 millions d'Américains qui se disent « evangelical christians ».

Les candidats qui ont la faveur de ce genre d'institution sont presque exclusivement républicains, sauf dans le sud où le parti démocrate est ouvertement de droite. Le facteur religieux risque d'être très important dans plusieurs Etats. Peut-être même déterminant, à cause d'une campagne très active visant à faire inscrire sur les listes électorales jusqu'à 4 millions de nouveaux électeurs et à convaincre les 25 millions d'Américains « fondamentalistes » qui ne votent pas normalement, d'aller aux urnes cette année.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE ECRIRE A

POUR LE SOCIALISME C/O FRONT ROUGE BP 68 PARIS 75019

Directeur de publication : R. Rodriguez
N° commission paritaire : 62 712 -
Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66
Imprimerie IPCC (Paris)

